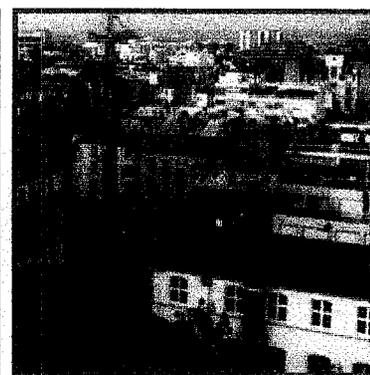
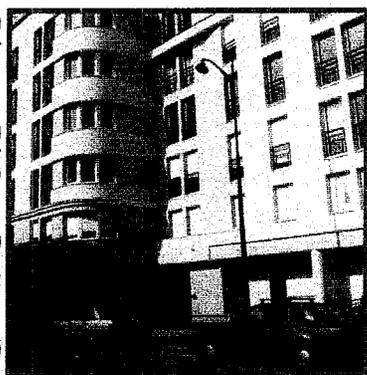


Tableau de bord de la vie sociale à la Goutte d'Or

troisième année : 1996-97



Un travail coordonné par
l'Observatoire de la Vie Sociale, Salle Saint-Bruno

avec la collaboration de la DASES, de l'Atelier Parisien d'Urbanisme et de l'association URACA

Mairie de Paris - Préfecture de Paris

Tableau de bord de la vie sociale à la Goutte d'Or

troisième année : 1996-97

Un document édité par
la Salle Saint-Bruno

Avertissement

Ce document, outil de travail et de réflexion, n'a de sens que pris dans sa globalité. Nous attirons votre attention sur le risque qu'il pourrait y avoir à exploiter des indicateurs hors de leur contexte explicatif d'ensemble.

Par ailleurs, chacun des chiffres de ce document n'est compréhensible que s'il est rapporté à son périmètre de référence et à son mode d'emploi.

Veillez à ce que toute personne prenant connaissance de ce travail ait bien à l'esprit ces préoccupations.

sommaire

■ La troisième année du Tableau de Bord.....	p 3
■ Des questions de méthode et d'éthique	p 4

LES 26 INDICATEURS

■ Thème 1 : la population	p 5	■ Thème 4 : ressources, précarité	p 19
• 1.01 : Nombre d'avis de grossesse et de naissance	p6	• 4.01 : Les allocataires du RMI	p19
• 1.02 : Nombre d'abonnements et de clients d'EDF-GDF	p7	• 4.02 : Les aides financières instruites par la DASES	p20
• 1.03 : Composition des foyers payant la taxe d'habitation	p8	• 4.03 : Nombre de dossiers FSL présentés	p21
		• 4.04 : La situation locative dans les immeubles de l'OPAC	p22
■ Thème 2 : le logement, la rénovation .	p 9	• 4.05 : La "qualité payeur" des abonnés d'EDF-GDF	p23
• 2.01 : Les logements neufs sur le périmètre de rénovation	p10	• 4.06 : Les allocataires CAF à faible quotient familial	p24
• 2.02 : Nombre de familles relogées pour la rénovation	p11	• 4.07 : Les bénéficiaires d'allocations de la CAF	p25
• 2.03 : Les logements améliorés dans le cadre de l'O.P.A.H.	p12	• 4.08 : Ventilation des tarifs de cantine	p27
• 2.04 : Prix moyen du m ² à la location	p13	• 4.09 : Nombre de foyers imposables	p28
		• 4.10 : Le "tissu fiscal" des habitants de la Goutte d'Or	p29
■ Thème 3 : l'emploi	p 14	■ Thème 5 : la santé	p 30
• 3.01 : Les demandeurs d'emploi à la Goutte d'Or	p15	• 5.01 : Les bénéficiaires de l'Allocation handicapés	p30
• 3.02 : Les demandeurs d'emploi sur le site D.S.U.	p17	■ Thème 6 : enfance, scolarité, loisir ...	p 31
• 3.03 : Les sociétés, commerçants et professions libérales	p18	• 6.01 : Les crèches collectives municipales	p31
		• 6.02 : Les listes d'attente en maternelle	p32
		• 6.03 : Les effectifs en maternelle et élémentaire	p33
		• 6.04 : Les demandes de dérogations à la carte scolaire	p35
		• 6.05 : Fréquentation des centres de loisirs	p36

■ Les enseignements du Tableau de Bord 96-97	p 37
--	------

LES ANNEXES

■ Annexe 1 : index des abréviations citées	p 38
■ Annexe 2 : les artisans du Tableau de Bord	p 39
■ Annexe 3 : liste des partenaires sollicités	p 40

L'an 3 du tableau de bord

Avec cette troisième édition, le Tableau de Bord de la Vie Sociale prend sa vitesse de croisière. Désormais connu et repéré par les différents partenaires du quartier, il s'affirme comme un outil de réflexion et de mise en perspective qui permet de penser la Goutte d'Or dans la pluralité de ses dimensions et sa complexité.

A mesure que le Tableau de Bord grandit, se précisent son intérêt et ses limites. Véritable creuset, le Tableau de Bord est un outil où se confrontent et se répondent des données provenant de structures et de champs différents, Il permet de mesurer combien les problématiques de l'emploi, du logement, des revenus ou de la scolarité se rejoignent. Il invite ainsi chacun à prendre de la hauteur sur son quotidien professionnel et à développer des analyses et des pratiques transversales.

Ce troisième "instantané" de la Goutte d'Or offre également un reflet des mouvements d'un quartier qui se montre déjà différent de ce qu'il était il y a trois ans ; mais il ne s'agit guère que d'un "collage" de différentes photographies : cela rend les mutations décrites incertaines. Illustration de la fragilité du chiffre et de la distance qui le sépare de la réalité qu'il entend décrire, le Tableau de Bord se doit surtout d'être le reflet des préoccupations des différents acteurs.

Si l'outil Tableau de Bord commence à prendre ses marques, il n'en reste pas moins à accomplir un travail d'accompagnement et de diffusion. Le Tableau de Bord n'est porteur d'une véritable dynamique que s'il devient partagé, approprié par chacun ; c'est là son sens et son utilité sociale : il faut parler, échanger autour du Tableau de Bord, faute de quoi il restera comme une langue morte réservée à quelques initiés. En 1997, un document de vulgarisation a été diffusé à 300 exemplaires tandis qu'une trentaine de partenaires du Développement Social Urbain se réunissaient autour de la sortie de la deuxième édition du Tableau de Bord. Encourageantes, ces expériences ont toutefois bien montré la nécessité d'un véritable apprentissage de l'outil statistique et plus largement d'une démarche d'analyse globale dans le travail social.

Le chantier engagé se poursuivra, notamment avec la sortie de cette troisième édition du Tableau de Bord ; c'est l'un des enjeux les plus importants posés à un Observatoire de quartier.

des questions de méthode et d'éthique...

Le maniement du chiffre est périlleux. Parce qu'il est apparemment simple, mais en réalité parfaitement complexe, il peut donner lieu à toutes les confusions, à tous les abus.

Comme les années précédentes, les questions de méthode ont mobilisé largement l'attention des concepteurs de ce Tableau de Bord. Ils se sont appliqués à faire preuve de rigueur pour débusquer tout ce qui pouvait altérer le sens des chiffres fournis et leur lisibilité. Un travail qui demeure la principale difficulté de l'ouvrage.

des garanties éthiques

• **respect des correspondants** : Les chiffres choisis l'ont été avec l'accord des correspondants, qui ont par ailleurs tous donné leur assentiment au traitement qui était fait des informations fournies.

• **protection du public** : Ce document ne contient aucun chiffre remettant en cause le secret professionnel. Il n'y a évidemment aucun nom et aucune adresse, ni même de chiffres détaillés. La plupart des chiffres proviennent d'une institution ; leur publication est bien entendu conforme aux dispositions de la loi Informatique et Liberté.

• **diffusion contrôlée** : Pour limiter les risques de déformation ou d'utilisation abusive des chiffres contenus dans le Tableau de Bord, ce document est destiné à des professionnels. Légalement, rien ne peut interdire toutefois à un citoyen d'obtenir ce recueil.

Tableau de Bord, mode d'emploi

• **un chiffre, ça ne va pas de soi** : Un chiffre a une histoire ; aucun n'est de lecture immédiate. Comme n'importe quelle autre donnée ou résultat, il repose sur des hypothèses, et résulte d'une construction. Chaque chiffre est accompagné d'une fiche technique expliquant ses conditions de production, les hypothèses qui ont dicté son choix, et les biais qui pourraient altérer son sens.

• **le chiffre et la réalité** : Attention, la plupart des données de ce document ne recueillent pas tant la réalité que les mesures mises en place face à cette réalité (soins, aides financières, etc.) Ce saut peut être ambigu. Peut-on dire que la fièvre monte parce qu'on vend plus de thermomètres ?

• **questions de périmètre** : La définition d'un quartier ne va jamais de soi. De nombreux périmètres se chevauchent, qu'il s'agisse de périmètres administratifs ou de zones d'intervention publique. Cela a pour effet d'empêcher les croisements et de rendre la plupart des chiffres incomparables entre eux. La carte qui accompagne chaque indicateur est là pour le rappeler.

• **questions de temps** : Tous les chiffres de ce Tableau de Bord ne portent pas sur la même période, les différents correspondants n'ayant pas la même faculté à exploiter rapidement leurs données statistiques. Ces différences d'époques peuvent nuire à l'unité de la lecture.

problèmes de chiffres

Comme l'année dernière, la réactualisation des données du Tableau de Bord s'est révélée longue et difficile, en raison des problèmes posés par la production des chiffres.

• **n'est pas producteur qui veut** : Produire un chiffre demande le plus souvent du temps mais surtout parfois une compétence informatique pointue. Plusieurs structures confient une partie de la production de leurs données statistiques à un échelon local qui manque parfois de l'un comme de l'autre. Cela fragilise et complexifie le recueil.

• **la tendance plutôt que la valeur brute** : En conséquence, et malgré leur rectitude apparente, les chiffres ne sont jamais que des données produites par des humains, susceptibles de se tromper ou d'être inattentifs. Il faut accepter que ce Tableau de Bord soit tributaire de ce genre de contingences. Plusieurs chiffres de la 2ème édition se sont révélés bien plus tard inexacts. Cela prouve, s'il en était besoin qu'il vaut mieux s'intéresser à la tendance plutôt qu'à la valeur brute du chiffre.

• **impossible stabilité** : Les institutions, les structures qui alimentent le Tableau de Bord sont en perpétuel mouvement : changement des hommes, changement des périmètres, changement des catégories, changement des procédures. Toutes ces évolutions rendent fragiles les indicateurs bâtis et rendent surtout fragile leur interprétation : assiste-t-on à un redécoupage des secteurs, modifie-t-on les compétences de tel ou tel service ? Les données de cette année et des années précédentes deviennent incomparables. Aucun chiffre de ce Tableau de Bord n'établit donc de rapport direct avec la "réalité" ; ils portent tous la trace de la médiation de l'institution.

• **une lecture collective** : Aussi l'interprétation du Tableau de Bord ne peut-elle guère être l'apanage du seul expert en statistique. Le sens ne peut surgir que de la confrontation du chiffre avec celles et ceux qui le produisent quotidiennement par leur travail de terrain.

• **le mythe de la "série longue"** : La troisième édition du Tableau de Bord remet donc partiellement en cause le projet originel qui était de créer un outil de suivi statistique à long terme. On s'oriente aujourd'hui plus probablement vers des séries statistiques de trois ou quatre ans qu'on ne pourra relier les unes aux autres que par grandes tendances.

RAPPEL

le contexte : La population selon le recensement de 1990

Chiffres de l'INSEE, fournis par l'A.P.U.R. • recensement de 1990

LES CHIFFRES-CLÉS

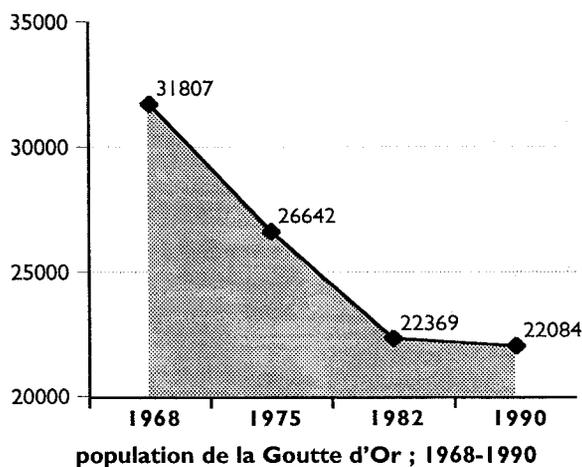
- 22 084 habitants
- 38,4% d'étrangers
- 23% de moins de 25 ans



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

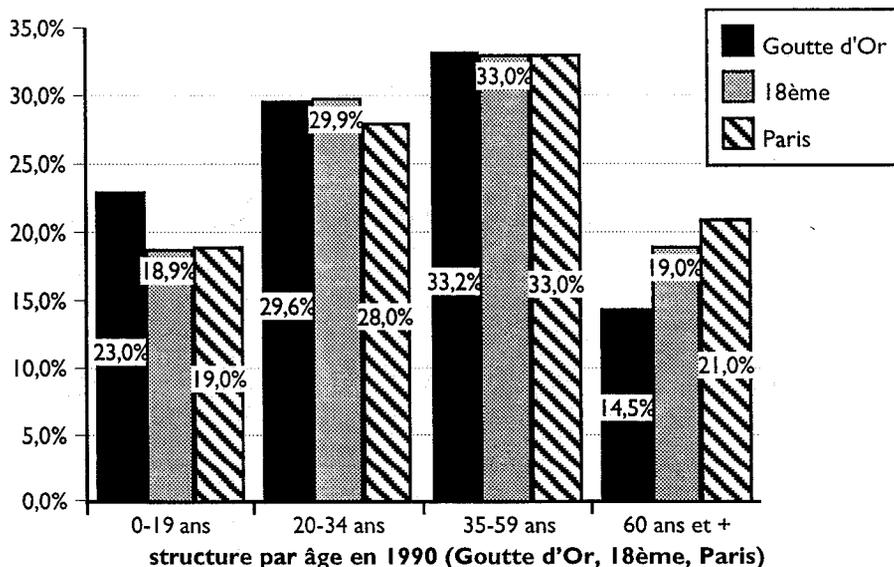
Le recensement de 1990
En 1998, peut-on encore utiliser les chiffres du recensement de 1990 ?
En huit ans, le quartier a bien évidemment connu de profondes mutations, ne serait-ce que dans la zone de rénovation. Le recensement reste toutefois la dernière étude globale sur la population. Il est en cela une référence incontournable.

L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

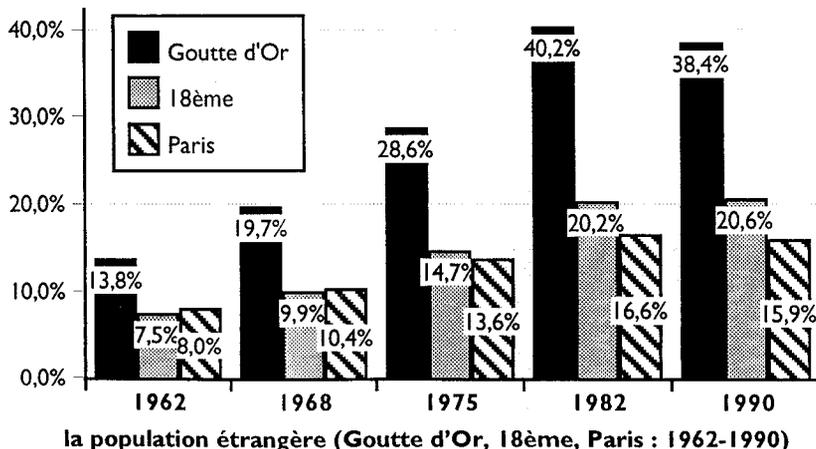


Le quartier de la Goutte d'Or comptait en 1990 22084 habitants. La population a baissé de manière très importante entre 1968 et 1982 puisque le quartier a perdu dans cet intervalle près d'un habitant sur 3. Ce phénomène a concerné - mais dans des proportions moindres - le 18ème arrondissement et Paris. Entre 1982 et 1990, les premiers effets de la rénovation sont sensibles.

LES TRANCHES D'ÂGE



LA POPULATION ÉTRANGÈRE

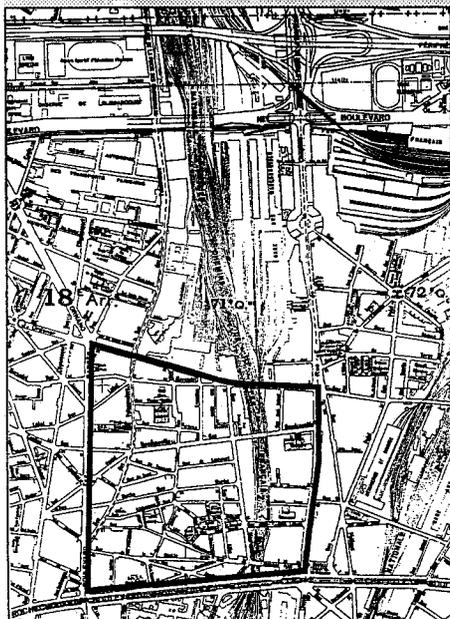


1.01 : Nombre d'avis de grossesses et de naissances

Chiffres de la DASES • année 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

- 412 avis de grossesses
- 461 avis de naissances

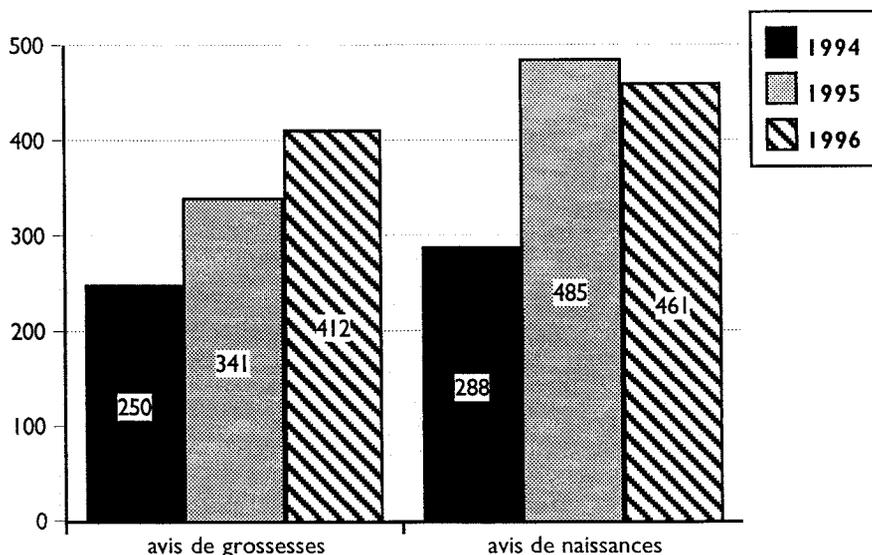


CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

avis de grossesses et naissances
 • Toute grossesse signalée à un médecin fait l'objet d'un avis communiqué à la DASES. Il en va de même pour les naissances. Les avis de naissances sont répartis en fonction du lieu d'habitation des parents et non du lieu de naissance ou de déclaration. Le chiffre des avis de naissances diffère très légèrement du nombre des naissances relevé par l'INSEE.

l'écart grossesses-naissances
 Il peut s'expliquer par les déménagements entre le début de la grossesse et la naissance, les 9 mois entre la grossesse et la naissance (une grossesse déclarée en 1995 peut donner lieu à une naissance en 1996). Quelques cas de grossesses non signalées pourraient également grossir l'écart, mais cela reste une hypothèse invérifiable.

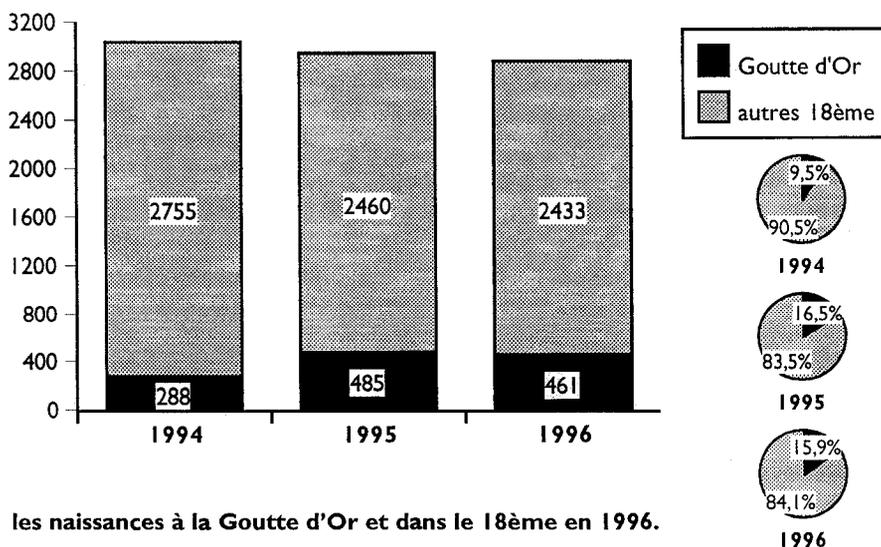
L'ÉVOLUTION DES NAISSANCES



les grossesses et naissances à la Goutte d'Or depuis 1994

- **dynamisme** : La Goutte d'Or confirme son dynamisme démographique en 1996, même si le nombre de naissances régresse légèrement. Les avis de grossesses connaissent quant à eux leur niveau le plus élevé depuis trois ans.

LA GOUTTE D'OR ET LE 18ÈME



les naissances à la Goutte d'Or et dans le 18ème en 1996.

Comme en 1995, les naissances de la Goutte d'Or représentent environ 16% des naissances de l'arrondissement, alors que la population de ce périmètre représente 13% de la population de

l'arrondissement. La part des naissances Goutte d'Or est toutefois en baisse en 1996.

I.02 : Le nombre d'abonnements et de clients d'EDF-GDF

Chiffres de EDF-GDF Services, agence Argonne • novembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **30 762** contrats
électricité et gaz confondus

■ **19 279** clients

■ Variation du nombre
d'abonnements : **-0,2%**



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ La construction du chiffre

- On recense le nombre d'abonnements et de résiliations de contrats de gaz et d'électricité (soit électricité, soit électricité et gaz). Souscrivent un abonnement les habitants d'un logement, mais aussi les commerces, les entreprises, les équipements publics.
- On compte également le nombre de clients.

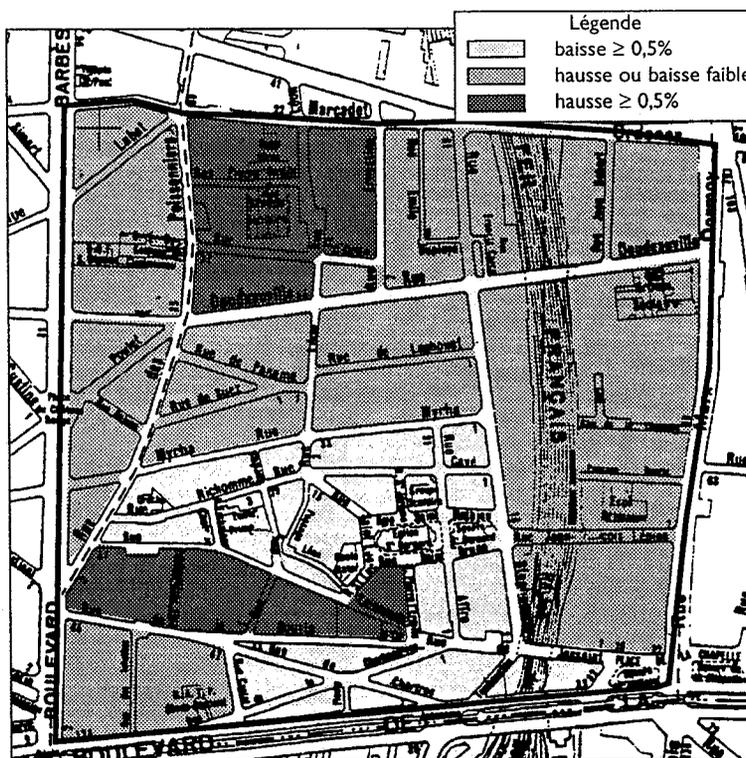
■ Les biais

C'est un chiffre approximatif notamment parce qu'il ne permet absolument pas de faire la part entre les foyers, les commerces, les activités économiques ou les équipements. Il ne mesure pas non plus les flux (arrivées et départs).

DES ÉVOLUTIONS DIFFÉRENTES SELON LES SECTEURS

		Nombre d'abonnements	Nombre de clients
Goutte d'Or	1996	30835	19273
	1997	30762	19279
	progression	-0,2%	0,0%
zone de rénovation	1996	5015	3275
	1997	4995	3288
	progression	-0,4%	0,4%
Château- Rouge	1996	9905	6030
	1997	9852	5994
	progression	-0,5%	-0,6%

évolution 96-97 des abonnements et des clients sur trois secteurs



La progression du nombre de clients par secteur

• **la stabilité cache des mutations**
L'évolution du nombre de contrats ou de clients est en un an relativement insignifiante. On constate toutefois dans le détail cartographique des mouvements plus intéressants. Le nord de la zone de rénovation connaît une augmentation sensible du nombre de clients (+3,4%), correspondant à la

livraison d'un nouvel immeuble, tandis que les abords de la rue Richomme connaissent un mouvement inverse (-3,6%), dû peut-être à la démolition d'une partie des immeubles de cette rue. Aussi voit-on bien qu'une stabilité globale peut cacher des flux importants, des recompositions géographiques.

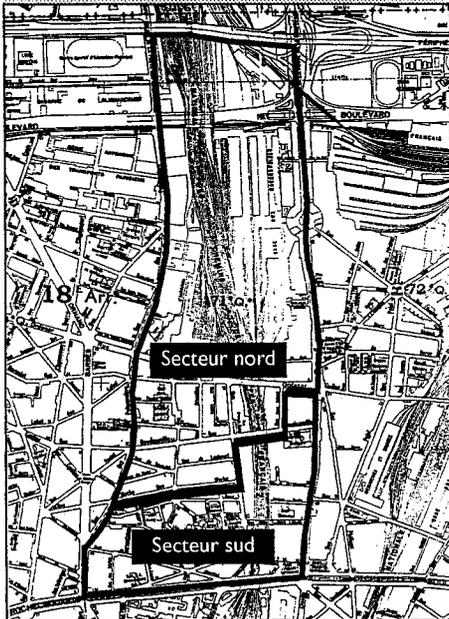
I.03 : Les foyers payant la taxe d'habitation

Chiffres du Centre des Impôts de la Goutte d'Or • taxe d'habitation 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

12 857 foyers payant la
taxe d'habitation

Variation en un an : **-2,4%**



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

La construction du chiffre

Toute résidence, principale ou secondaire, ou garage est assujéti à la taxe d'habitation. On n'a retenu pour ce chiffre que les résidences principales. Pour chaque personne payant la taxe d'habitation - et donc habitant à cette adresse au 1er janvier de l'année de référence - on s'intéresse ici à la composition du foyer.

Les imprécisions

Les contribuables n'ayant pas de personnes à charge peuvent être célibataires ou en couple. Il en va de même pour chacune des catégories. On ne peut donc pas calculer la population du quartier par cette méthode.

comparer avec le recensement

Le recensement compte, lui aussi, les résidences principales. Même si le mode de comptage n'est pas à *stricto sensu* le même, la comparaison peut permettre d'approcher l'évolution du nombre des ménages.

LE NOMBRE DE MÉNAGES

	Goutte d'Or		secteur sud		secteur nord	
	1995	1996	1995	1996	1995	1996
Nombre de résid. principales	13179	12857	5765	5584	7414	7273
évolution 96/95	-2,4%		-3,1%		-1,9%	

évolution 95-96 du nombre de résidences principales (3 secteurs)

* recensement de 1990	Goutte d'Or		secteur sud		secteur nord	
	1990*	1996	1990*	1996	1990*	1996
Nombre de résid. principales	13239	12857	5802	5584	7437	7273
évolution 96/90	-2,9%		-3,8%		-2,2%	

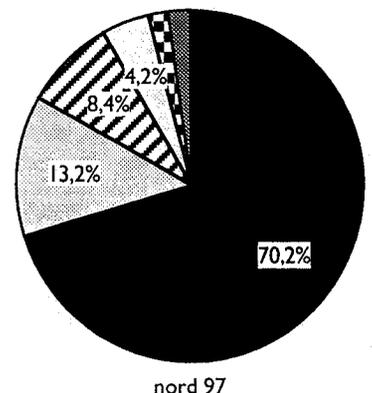
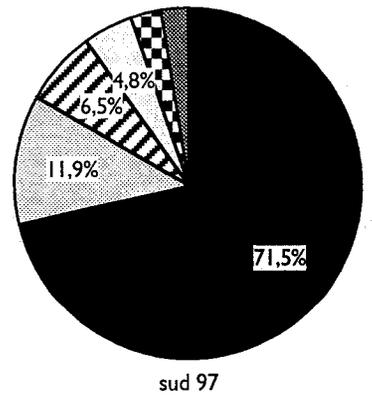
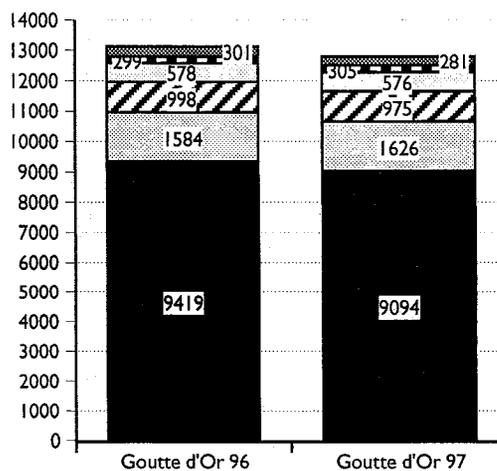
évolution 90-96 du nombre de résidences principales (3 secteurs)

• **baisse du nombre des ménages**
Le nombre des ménages (vivant dans une résidence principale) connaît une baisse sensible entre 1995 et 1996, particulièrement sur le secteur sud. On peut l'interpréter par le fait que les nouveaux immeubles (notamment l'ensemble de la rue des Gardes) n'étaient

pas encore livrés au 1er janvier 1996, tandis que les relogements continuaient. Depuis 1990, on constate que la diminution du nombre de ménages est essentiellement due à la période 95-96. La comparaison 90-95 montre uniquement un léger tassement.

LA COMPOSITION DES FOYERS

Combien les foyers de la Goutte d'Or assujéti à la taxe d'habitation ont-ils de personnes à charge ?



• peu de changements

Les modifications dans la composition des foyers vivant à la Goutte d'Or sont peu sensibles en un an. On constate seulement la diminution notable du nombre de foyers n'ayant aucune personne à charge. La Goutte d'Or compterait-elle plus de familles avec enfants ?

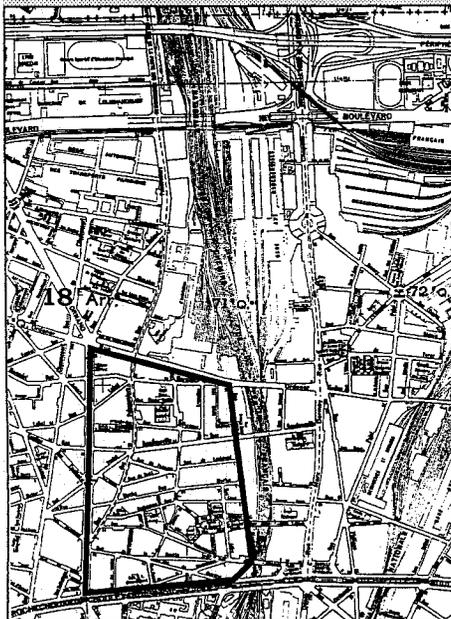
RAPPEL

le contexte : Le logement selon le recensement de 1990

Chiffres de l'INSEE, fournis par l'A.P.U.R. • recensement de 1990

LES CHIFFRES-CLÉS

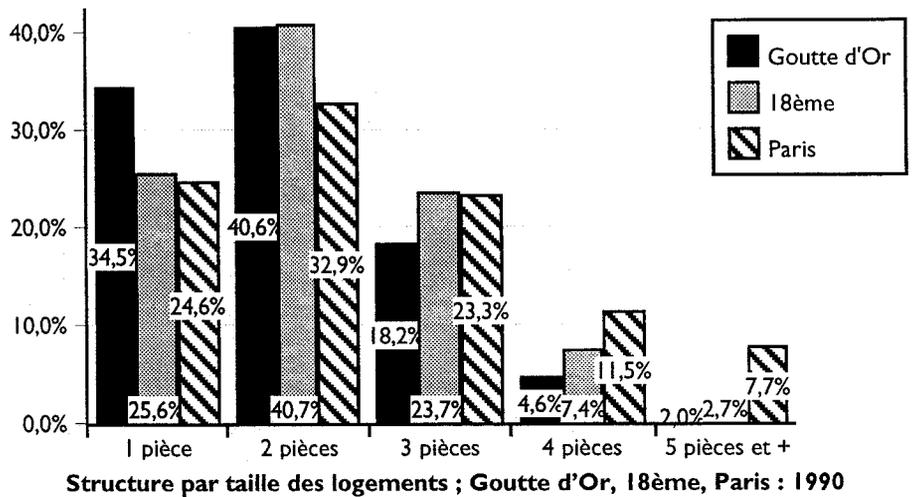
- 13 506 logements, dont
- 10 804 résidences principales
- 21% des logements n'ont ni WC, ni installations sanitaires.



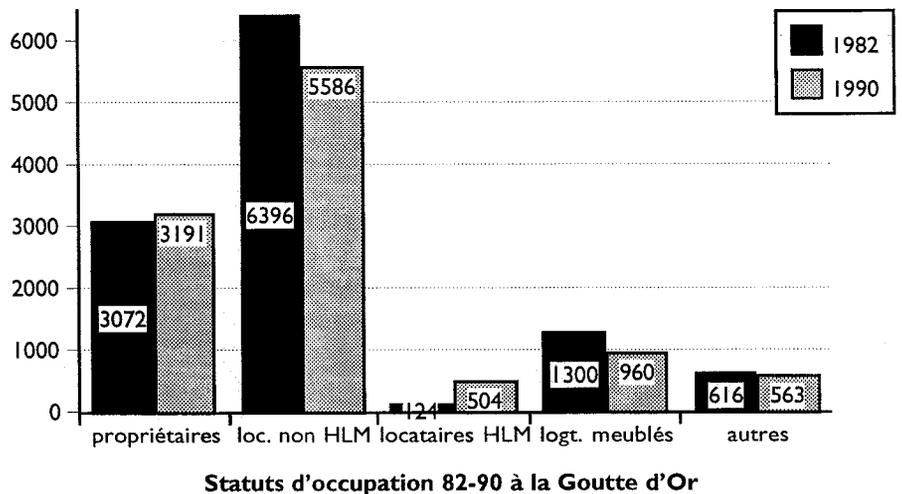
CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ Le recensement de 1990
 En 1998, peut-on encore utiliser les chiffres du recensement de 1990 ?
 En huit ans, le quartier a bien évidemment connu de profondes mutations, ne serait-ce que dans la zone de rénovation. Le recensement reste toutefois la dernière étude globale sur le logement. Il est en cela une référence incontournable.

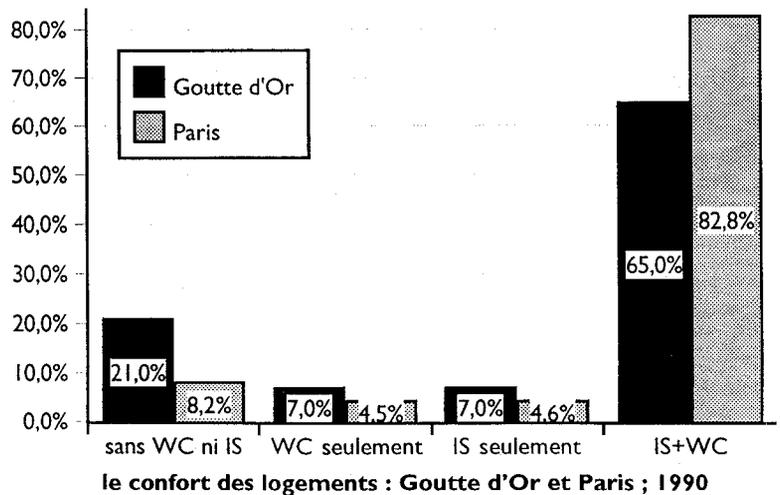
LA STRUCTURE DES LOGEMENTS



LE STATUT D'OCCUPATION



LE CONFORT DES LOGEMENTS



2.01 : Nombre de logements neufs sur le périmètre de rénovation

Chiffres de l'OPAC de Paris • au 31 décembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

39 logements livrés entre le 31 décembre 1996 et le 31 décembre 97.

586 logements livrés depuis le début de l'opération.



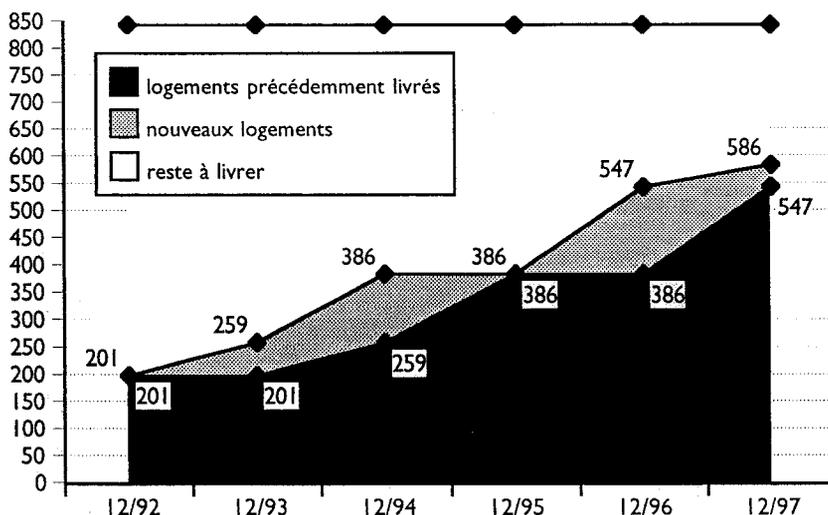
CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

L'opération de rénovation

L'opération de rénovation entreprise en 1985 sur le sud du quartier a notamment pour but de résorber l'habitat insalubre par la réalisation de réhabilitations d'immeubles ou de destructions-reconstructions. Tous les nouveaux logements construits sont des logements sociaux P.L.A. (Prêt Locatif Aidé) gérés par l'OPAC.

Les chiffres fournis ici ne sont donc que la reprise des données que l'on peut trouver par ailleurs dans les documents que produit l'OPAC une ou deux fois par an.

LE DÉROULEMENT DE L'OPÉRATION



les logements neufs sur le périmètre de rénovation ; évolution 92/97

• croissance régulière

Avec 39 logements livrés en 1997, l'opération Goutte d'Or se poursuit sur un rythme soutenu, même si on n'est pas au niveau du pic observé en 1996

avec la livraison de l'ensemble immobilier de la rue des Gardes. Il reste un peu plus de 260 logements à livrer avant la fin de l'opération.

2.02 : Familles relogées dans le cadre de la rénovation

Chiffres de l'OPAC de Paris • au 31 décembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

1118 relogements depuis le début de l'opération dont :

- **741** dans le 18ème arrondissement (66,1%), dont **376** à la Goutte d'Or (50,7% des relogés 18ème et 33,5% de l'ensemble des relogements) ;

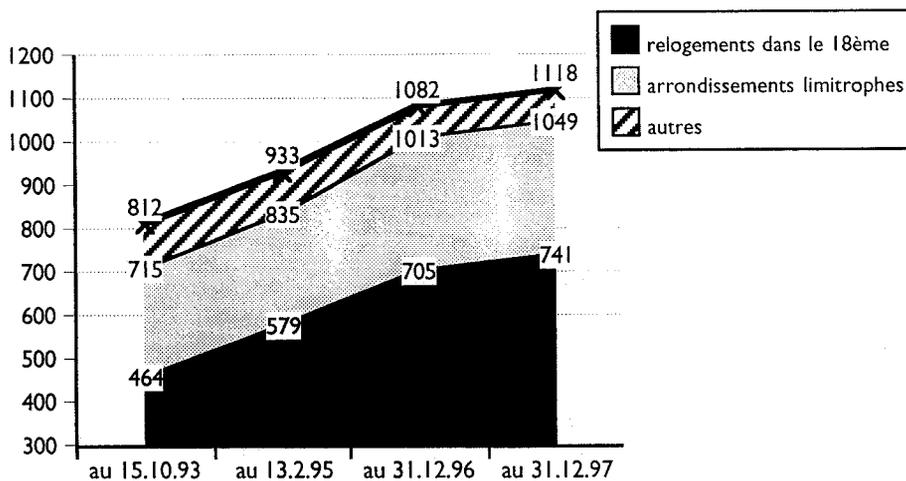


CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

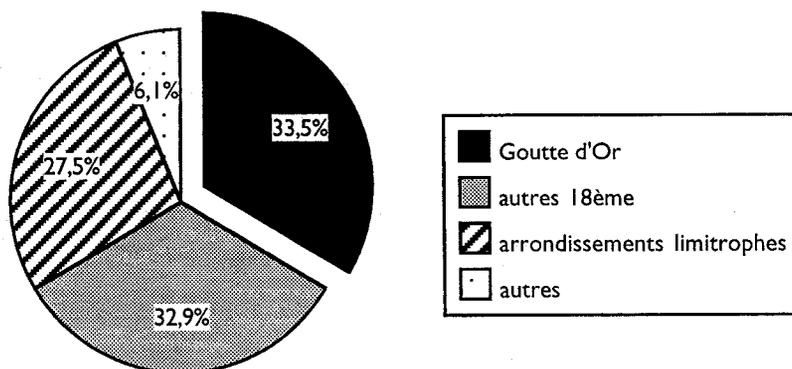
Les relogements

Sont comptés ici les relogements effectués dans le cadre de l'opération Goutte d'Or. Une partie des relogements (189) ont été réalisés dans des cas de péril, c'est à dire dans des situations d'urgence.

L'ÉVOLUTION DES RELOGEMENTS



évolution 93-96 des relogements de l'opération Goutte d'Or



répartition géographique des relogements de l'opération Goutte d'Or

Un relogement sur 3 à la Goutte d'Or

En 1997, l'ensemble des personnes relogées dans le cadre de l'opération l'ont été à la Goutte d'Or. Si l'on tire un bilan intermédiaire de l'opération, un relogement sur 3 a été fait sur place et 2 sur 3 dans le 18ème.

Rappelons qu'à la fin de l'opération, et selon les objectifs affichés, ce sont 50%

des personnes "évincées" qui doivent être relogées sur place (dossier de presse OPAC, 1991)

On peut en déduire que plus d'un tiers des logements livrés sont occupés par des ménages qui n'habitaient pas auparavant le quartier, ce qui signifie un renouvellement important de la population du quartier.

2.03 : Nombre de logements améliorés dans le cadre de l'OPAH

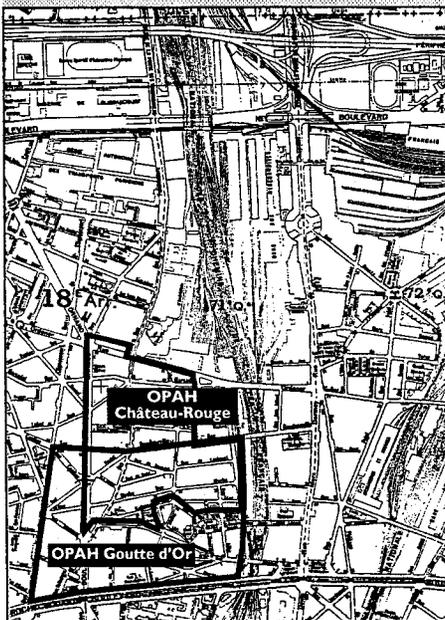
Chiffres du Pacte de Paris • année 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

1177 logements concernés par des demandes de travaux pour l'O.P.A.H. Château-Rouge.

634 logements concernés par des travaux effectués.

616 logements concernés par des travaux effectués dans le cadre de l'O.P.A.H. Goutte d'Or.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

l'O.P.A.H.

Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) est une procédure incitative qui permet aux propriétaires privés de bénéficier d'aides importantes pour engager des travaux dans les immeubles.

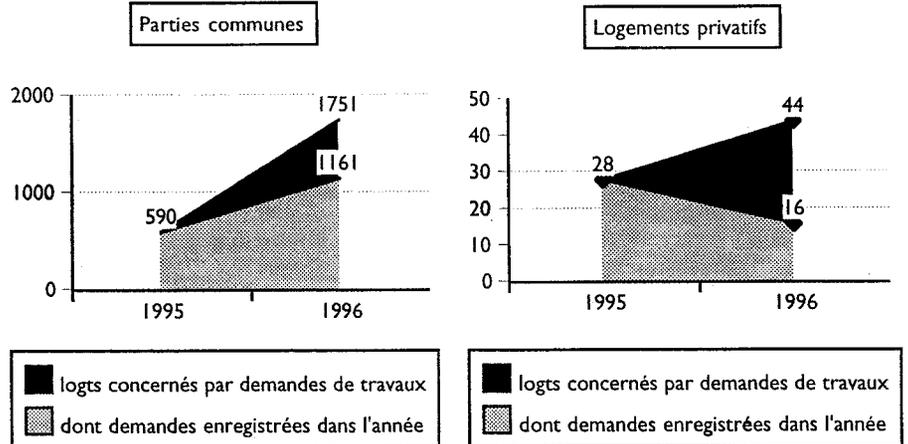
Travaux demandés et réalisés

La demande de travaux est enregistrée dès qu'un dossier est constitué au Pacte de Paris. Les travaux peuvent être réalisés plusieurs années après l'enregistrement. Ils sont comptés comme tels lorsque, une fois les factures reçues, le dossier de demande de financement est envoyé.

les deux O.P.A.H.

L'OPAH Goutte d'Or s'est achevée en 1993. L'OPAH Château-Rouge a débuté en 1995.

L'OPAH CHÂTEAU-ROUGE



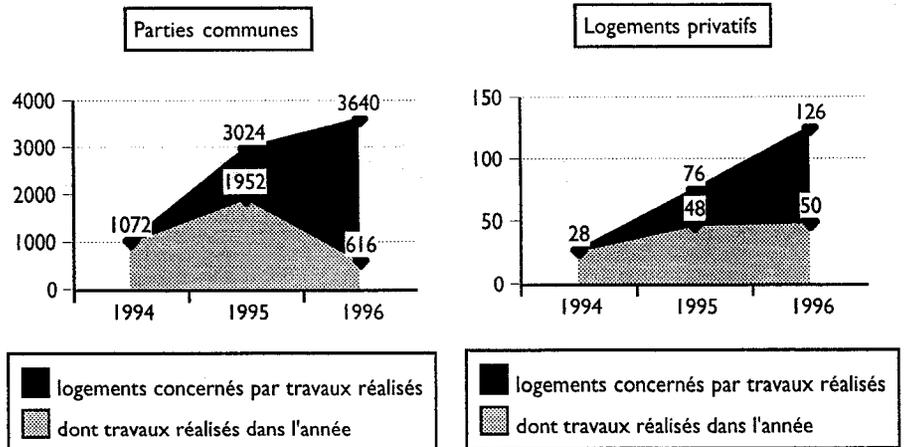
OPAH Château-Rouge : demandes de travaux (parties communes et logements)

• vitesse de croisière

Après une année 1995 de lancement, l'OPAH Château-Rouge est en 1996 en pleine activité, avec une nette augmentation des demandes de travaux. On

notera que les OPAH touchent essentiellement les parties communes des immeubles. Seuls quelques appartements bénéficient d'améliorations dans ce cadre.

L'OPAH GOUTTE D'OR



OPAH Goutte d'Or : travaux réalisés depuis 94 (parties communes et logements)

Trois ans après la fin de l'OPAH Goutte d'Or, des travaux décidés dans ce cadre sont encore réalisés. Tendent toutefois

à s'y substituer les travaux réalisés dans le cadre de l'OPAH Château-Rouge.

2.04 : Prix moyen du m² à la location (1 ou 2 pièces, peu ou ancien confort,)

Chiffres de l'O.L.A.P. • le 27 mai 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

■ prix moyen mensuel au mètre carré à la location dans le privé (hors charges) : **74,50 F**



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ La méthode de l'OLAP.

L'Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne (OLAP) estime chaque année les prix des locations privées à Paris, à partir d'un relevé de terrain. La moyenne des logements loués depuis 95 permet de mieux mesurer la côte actuelle des logements.

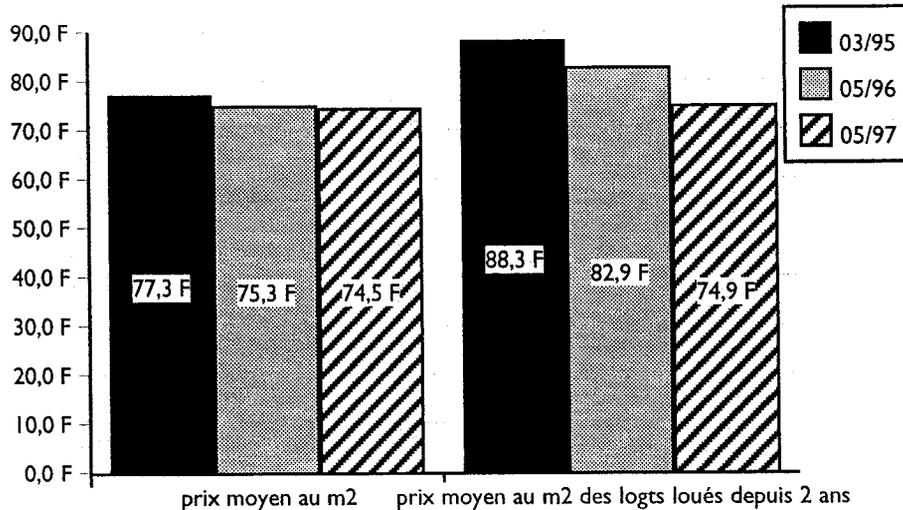
■ Les catégories de logement

• sont recensés les logements d'une ou deux pièces de peu de confort (manque WC, salle d'eau ou chauffage) ou d'ancien confort (situés dans des immeubles construits avant 1948).

■ Les biais

- L'échantillon 97 ressemble à celui des deux premières années, mais il est toujours risqué de comparer des données sur des échantillons différents.
- La faiblesse de l'échantillon pour les logements loués depuis 95 rend le chiffre obtenu statistiquement peu fiable.

L'ÉVOLUTION DE LA CÔTE DES LOGEMENTS



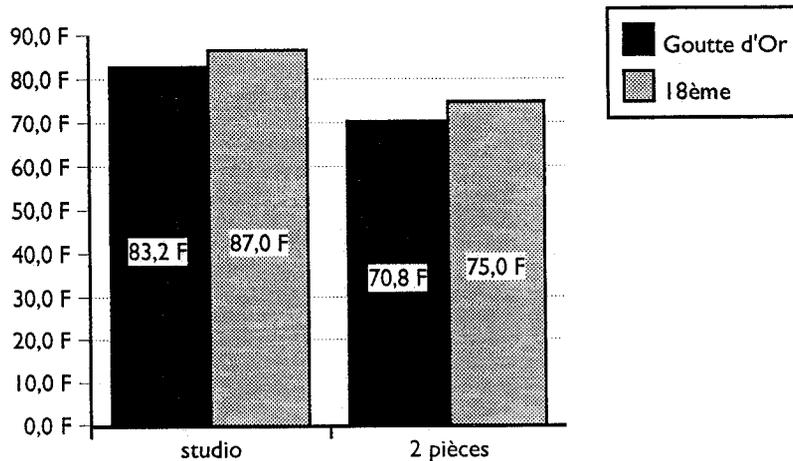
évolution 95-97 du prix moyen au m² des logements privés de la Goutte d'Or

• pas de reprise.

Malgré la prudence imposée par les biais méthodologiques - surtout pour les logements loués depuis 1995 - on constate une stabilité des prix, voire un

véritable tassement. La requalification à l'œuvre à la Goutte d'Or n'a pas encore d'effet sur le marché de l'immobilier locatif.

LA GOUTTE D'OR ET L'ENSEMBLE DU 18ÈME



comparaison du prix moyen des F1 et F2 à la Goutte d'Or et dans le 18ème

• la Goutte d'Or moins chère que le 18ème.

Les chiffres pour le 18ème concernent des logements de standing moyen, mais pour l'année 1996.

Il semble ainsi qu'à standing quasiment équivalent, les appartements de la Goutte d'Or subissent une légère décote, due probablement à la réputation et à l'environnement du quartier.

3 emploi

RAPPEL

le contexte : Les actifs selon le recensement de 1990

Chiffres de l'INSEE, fournis par l'A.P.U.R. • recensement de 1990

LES CHIFFRES-CLÉS

population active : **12 017**,

54,4% de la population.

33% des actifs sont ouvriers.



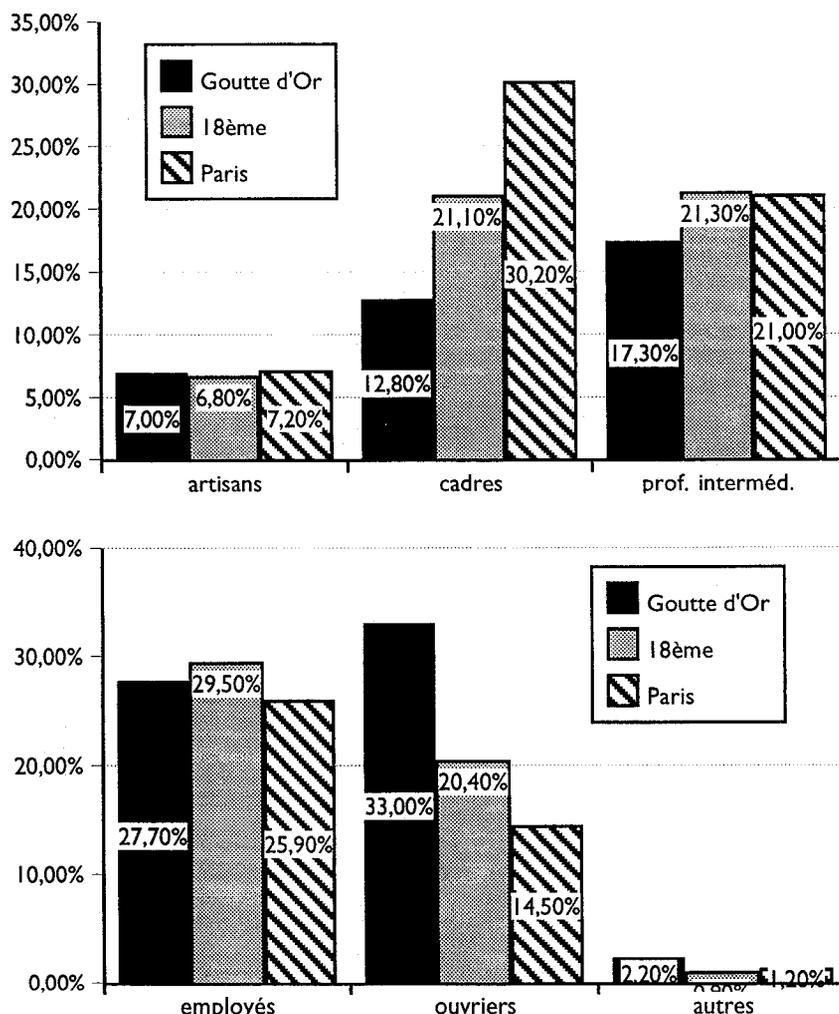
CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

Le recensement de 1990

En 1998, peut-on encore utiliser les chiffres du recensement de 1990 ?

En huit ans, le quartier a bien évidemment connu de profondes mutations, ne serait-ce que dans la zone de rénovation. Le recensement reste toutefois la dernière étude globale sur l'activité. Il est en cela une référence incontournable.

LA STRUCTURE SOCIOPROFESSIONNELLE



Structure socio-professionnelle en 90 (Goutte d'Or, 18ème, Paris)

• Un quartier populaire

L'analyse de la structure socioprofessionnelle de la population active du quartier confirme ce dont on se doutait : la Goutte d'Or est un

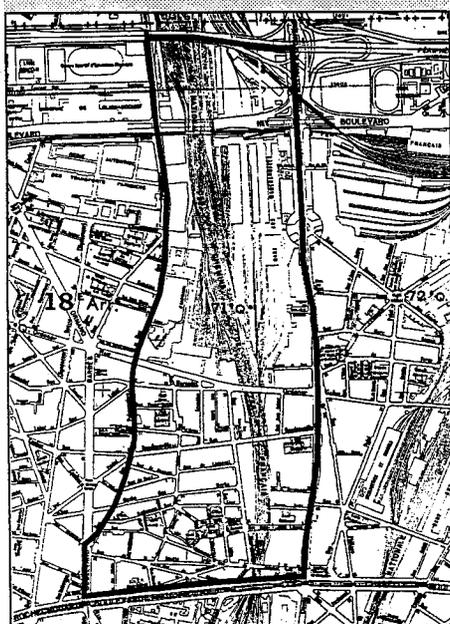
quartier populaire. Les ouvriers sont 33% à la Goutte d'Or, 15% à Paris. Les cadres sont 13% à la Goutte d'Or, 30% à Paris.

3.01 : Les demandeurs d'emploi à la Goutte d'Or

Chiffres de l'ANPE • septembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

- **3 113** demandeurs d'emploi
- **9,1%** de demandeurs d'emploi de moins entre septembre 96 et 97.
- **66,3%** de demandeurs d'emploi de longue durée.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

les catégories

- Sont ici pris en compte les demandeurs d'emploi des catégories 1, 2 et 3 (demandeurs d'emploi disponibles tout de suite), soit les catégories retenues pour les statistiques nationales.
- Les demandeurs d'emploi de longue durée sont ceux qui ont été inscrits comme demandeurs d'emploi 12 mois dans les 18 derniers mois.

attention aux comparaisons

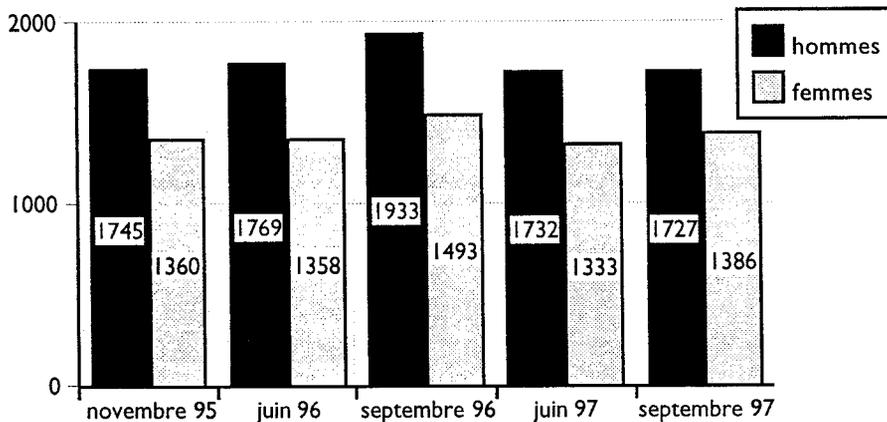
- ces chiffres sont bruts et ne tiennent pas compte des variations saisonnières.

les qualifications

Les qualifications retenues dans les statistiques sont celles qui sont déclarées par le demandeur d'emploi. Elles ne sont donc pas totalement fiables.

L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DES DEMANDEURS D'EMPLOI

	Novembre 95		juin 96		septembre 96		juin 97		septembre 97	
TOTAL	3105	100%	3127	100%	3426	100%	3065	100%	3113	100%
- 25 ans	354	11,4%	308	9,8%	317	9,3%	269	8,8%	276	8,9%
25-49 ans	2317	74,6%	2360	75,5%	2632	76,8%	2298	75,0%	2349	75,5%
50 ans et +	434	14,0%	459	14,7%	477	13,9%	498	16,2%	488	15,7%
longue durée	1718	55,3%	nd	nd	1334	38,9%	nd	nd	2065	66,3%
autres	1387	44,7%	nd	nd	2092	61,1%	nd	nd	1048	33,7%



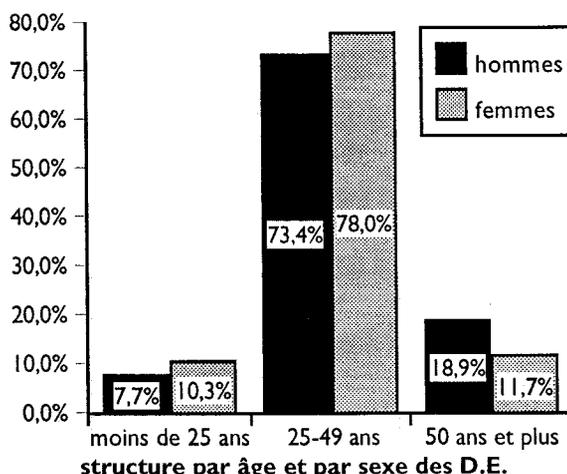
évolution du nombre de demandeurs d'emploi par sexe

• une décroissance du nombre de D.E.

Le nombre de demandeurs d'emploi (de catégorie 1,2 et 3) est inférieur de près de 10% à celui de septembre 1996. Peut-on interpréter cette baisse comme une amélioration de la situation de l'emploi ? Ou est-ce un phénomène lié au transfert de l'inscription aux ASSEDIC ? Depuis la mi-1997, les demandeurs d'emploi s'inscrivent en effet d'abord aux ASSEDIC

A long terme (depuis 1995), on constate une stabilité du nombre de demandeurs d'emploi. Les demandeurs d'emploi hommes sont plus nombreux que les femmes. Dans le temps, cette structure est relativement constante, même si l'on constate que l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi depuis juin est due essentiellement au chômage féminin.

LA STRUCTURE PAR ÂGE



• les 25-49 ans les plus nombreux

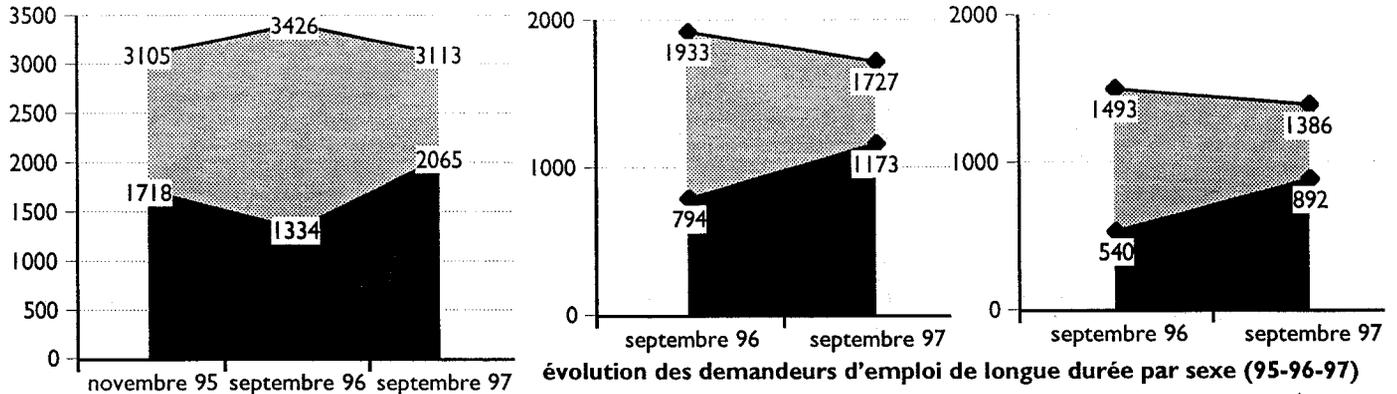
La structure par âge des D.E. de la Goutte d'Or montre que les 25-49 ans représentent les 3/4 des demandeurs d'emploi. Les jeunes de moins de 25 ans sont très peu nombreux à être inscrits. Doit-on supposer qu'ils restent plus longtemps à l'école ou sont en partie absorbés dans des dispositifs n'impliquant pas l'inscription à l'ANPE ?

On constate peu d'évolution si ce n'est la diminution relative des - de 25 ans et l'augmentation très légère des plus de 50 ans. Chez les femmes, on compte sensiblement plus de moins de 25 ans et de 25-49 ans, alors que chez les hommes, c'est la tranche "50 ans et plus" qui est sur-représentée.

3.01 : Les demandeurs d'emploi à la Goutte d'Or (suite)

Chiffres de l'ANPE • septembre 1997

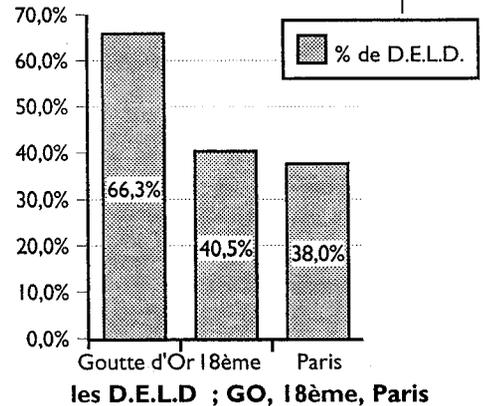
LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE



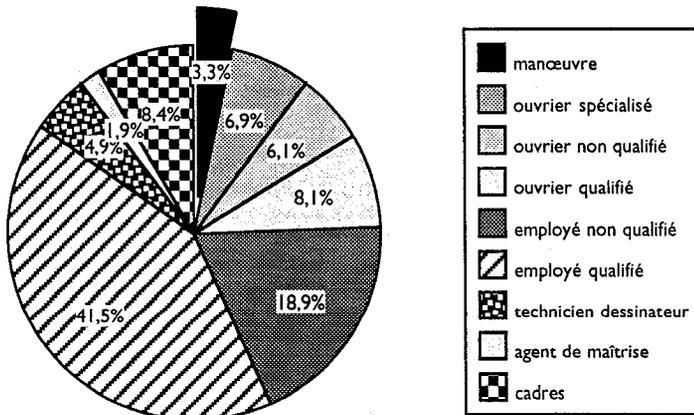
■ Nombre de D.E.L.D.
■ D.E. inscrits dans l'année

Depuis un an, le nombre de chômeurs longue durée a augmenté de 55%. Le chiffre de 96 était certes particulièrement bas (les fichiers ayant été

“nettoyés”) mais le chiffre de 97 est toutefois supérieur à celui de 1995. Comment l'interpréter ? S'agit-il d'un véritable enracinement dans le chômage ou est-ce aussi partiellement un effet-fichier. Par ailleurs, on peut y voir un signe encourageant. Le nombre total des demandeurs d'emploi étant en baisse, cela signifie que les nouveaux inscrits sont très sensiblement en baisse. Attention, les chiffres sur le 18ème et Paris ne comptent que les demandeurs d'emploi de catégorie I (à la recherche d'un C.D.I.).



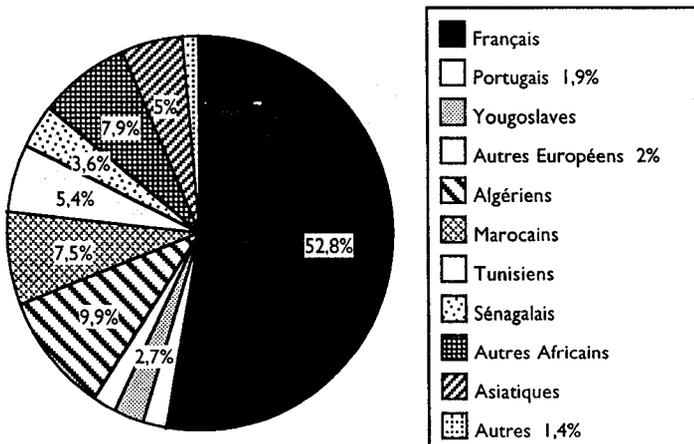
LA QUALIFICATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI



• Le demandeur d'emploi est un employé qualifié

Aucun changement ou presque depuis un an dans la qualification des demandeurs d'emploi. Les 3/5èmes sont employés, dont la grande majorité qualifiés. On note cependant que la somme des demandeurs peu ou pas qualifiés représente plus du tiers de l'ensemble. Ces chiffres sont évidemment à mettre en parallèle avec des chiffres parisiens : 22% des chômeurs parisiens sont cadres (8,4% à la Goutte d'Or) et 15% des chômeurs parisiens sont ouvriers (24,5% à la Goutte d'Or).

LA NATIONALITÉ DES DEMANDEURS D'EMPLOI



• Les Français majoritaires

La répartition par nationalité n'a guère changé depuis 1996. Les Français représentent un demandeur d'emploi sur deux. Ce pourcentage est inférieur à la part des Français dans la population totale (68% sur le 71ème quartier, recensement de 1990). Le pourcentage de chaque nationalité semble relativement fidèle à ce que représentent les différentes nationalités dans la population totale.

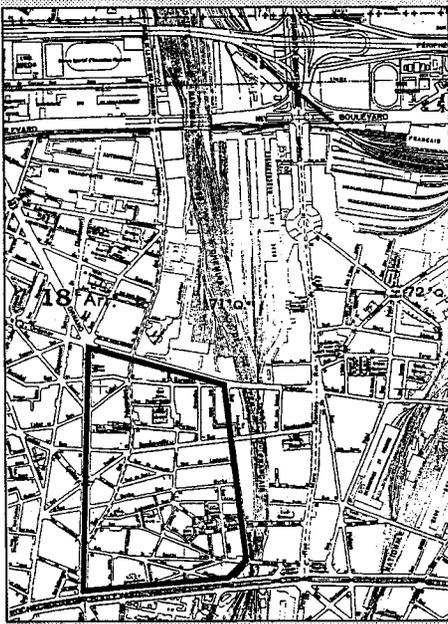
3.02 : Les demandeurs d'emploi dans la Z.U.S. Goutte d'Or

Chiffres de l'ANPE • septembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **2158** demandeurs d'emploi dans la Z.U.S. Goutte d'Or.

■ **9,2%** des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

Le chiffre

Pour être plus proche des préoccupations des différents partenaires du DSU, il a paru utile d'obtenir des données sur le périmètre exact de la Zone Urbaine Sensible Goutte d'Or. Ces données étant plus complexes à obtenir, il ne sera toutefois pas possible des les avoir plus d'une fois par an. Comme sur le 71ème quartier, il comprend les demandeurs d'emploi de catégorie 1, 2 et 3, mais on n'a malheureusement pas de données sur les demandeurs d'emploi de longue durée.

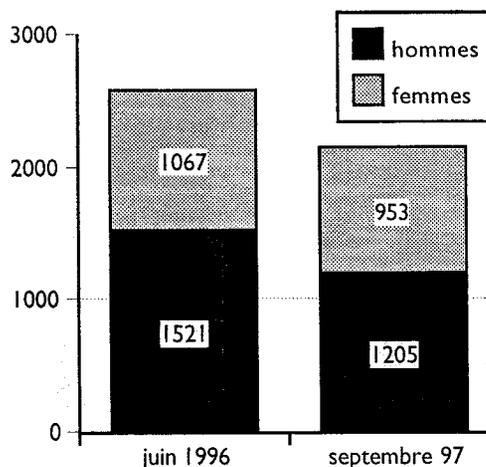
Les biais

La comparaison entre 1996 et 1997 se fonde sur des périodes de l'année différentes, juin et septembre ; cela peut fausser l'interprétation.

L'ÉVOLUTION 97/96

	Juin 1996	en %	Sep 1997	en %
TOTAL	2588	100,0%	2158	100,0%
évolution 97/96	-16,6%			
hommes	1521	58,8%	1205	55,8%
évolution 97/96	-20,8%			
femmes	1067	41,2%	953	44,2%
évolution 97/96	-10,7%			
- 25 ans	213	8,2%	199	9,2%
évolution 97/96	-6,6%			
25-49 ans	1957	75,6%	1617	74,9%
évolution 97/96	-17,4%			
50 ans et +	398	15,4%	342	15,8%
évolution 97/96	-14,1%			

évolution des demandeurs d'emploi sur la Z.U.S. Goutte d'Or

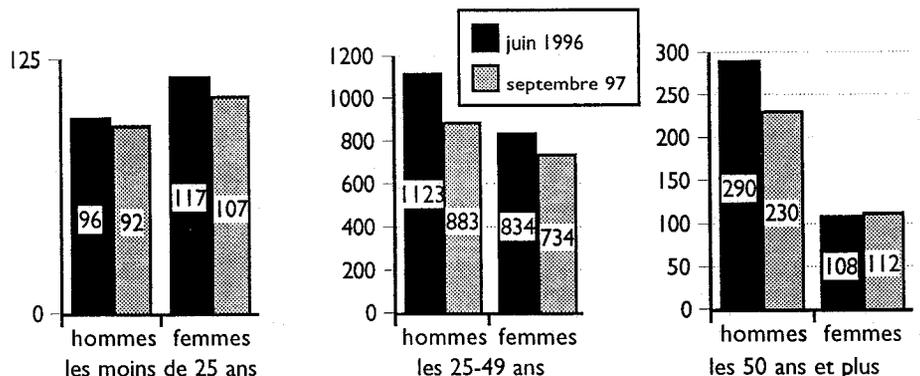


les demandeurs d'emploi par sexe (97/96)

Une baisse sensible

Le nombre de demandeurs d'emploi sur la Zone Urbaine Sensible Goutte d'Or est en très nette baisse. En proportion, cette diminution profite surtout aux hommes et aux 25-49 ans. On peut noter que le nombre de femmes âgées de plus de 50 ans à la recherche d'un emploi est en augmentation.

On peut évaluer approximativement le taux de chômage à 18% de la population active (sur la base de la population active au recensement de 1990).



les demandeurs d'emploi par sexe et par âge (97/96)

3.03 : Les contribuables exerçant une activité professionnelle

Chiffres du Centre des Impôts • revenus 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

486 sociétés, 625 commerçants, 279 professions libérales



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ L'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés est payé par tous les établissements économiques ayant le statut de société.

■ L'impôt sur les B.I.C.

Les commerces n'existent pas nécessairement sous la forme de société. Un commerçant déclare donc le produit de son activité dans sa déclaration de revenus au titre de l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux.

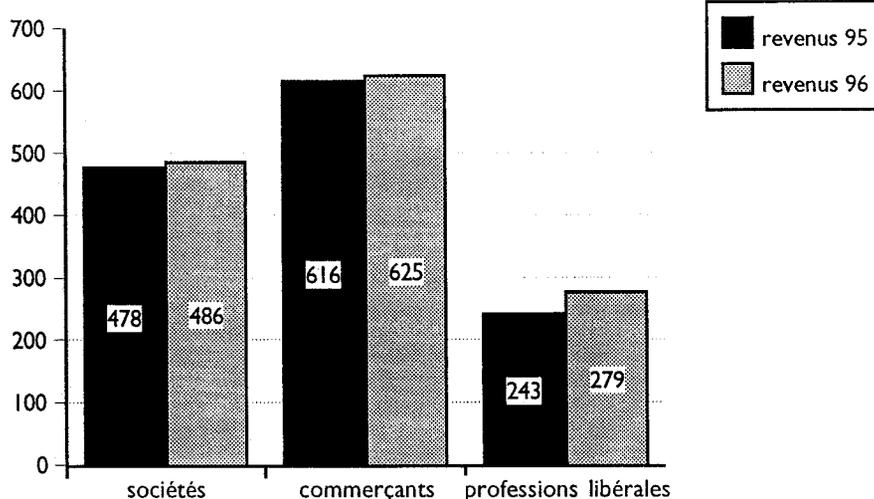
■ L'impôt sur les B.N.C.

Les personnes exerçant une activité économique non commerciale déclarent le produit de leurs activités au titre des Bénéfices Non Commerciaux. Il peut s'agir d'architectes, de coiffeurs, de professionnels de santé.

■ Les biais

Ces chiffres, outre qu'ils ne fournissent guère de détails sur l'activité, ne prennent naturellement en compte que les activités déclarées à l'administration fiscale.

L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PROFESSIONNELS



évolution 95-96 du nombre de sociétés, commerçants et professions libérales

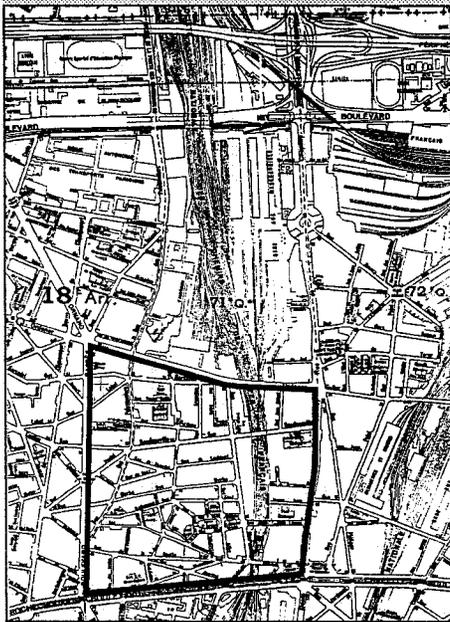
Une augmentation sensible des activités professionnelles est à noter. On relèvera surtout l'accroissement du nombre de professions libérales (+ 15%).

4.01 : Les allocataires du R.M.I.

Chiffres de la DASES • au 31 décembre 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

- 1901 allocataires du R.M.I.
- 1383 ont un référent social.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ l'allocataire du R.M.I

Le chiffre recouvre l'ensemble des personnes qui sont dans le dispositif R.M.I, qu'ils touchent effectivement de l'argent ou non. Certains peuvent être en stage, en contrat d'insertion - et donc ne plus recevoir l'allocation - tout en bénéficiant encore du dispositif.

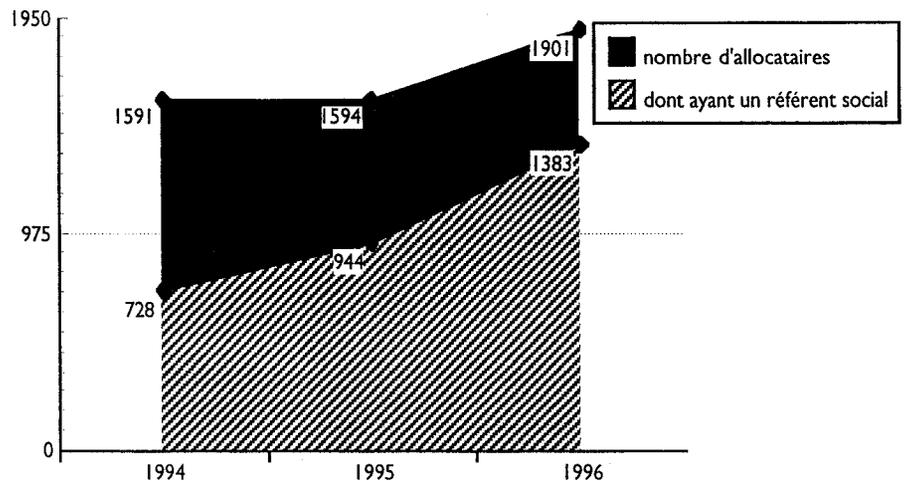
■ le référent social

Les allocataires ayant un référent social sont ceux qui, comme le prévoit la législation, sont suivis par un travailleur social.

■ les biais

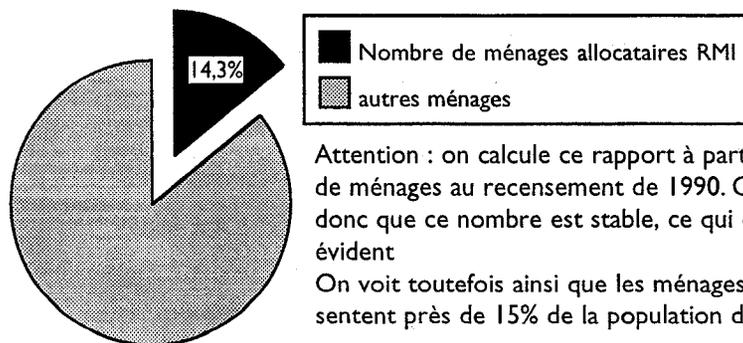
- Concernant le nombre d'allocataires, il est assez compliqué d'intégrer au fur et à mesure dans les fichiers les radiés. Ce chiffre a donc valeur indicative.
- Ce n'est pas parce qu'un allocataire a un référent social désigné qu'il a été effectivement reçu et qu'il a signé son contrat d'insertion.

L'ÉVOLUTION DES RMISTES



Les allocataires du R.M.I à la Goutte d'Or : comparaison 94-95-96

Après une année de stabilité, le nombre de ménages dans le dispositif R.M.I est en hausse sensible en 1996. Les allocataires ayant un référent social désigné (avec les réserves d'usage) sont en nette augmentation : 73% en 1996 contre 60% en 1995.

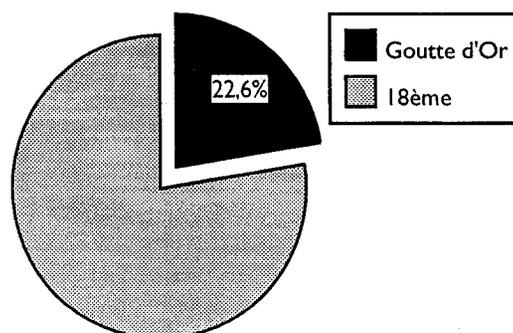


Attention : on calcule ce rapport à partir du nombre de ménages au recensement de 1990. On présume donc que ce nombre est stable, ce qui est loin d'être évident

On voit toutefois ainsi que les ménages au R.M.I représentent près de 15% de la population des ménages.

part des allocataires R.M.I de la Goutte d'Or dans la population totale des ménages

LA GOUTTE D'OR ET LE 18ÈME



Les allocataires du R.M.I de la Goutte d'Or représentent environ 22% de l'ensemble des allocataires du 18ème arrondissement.

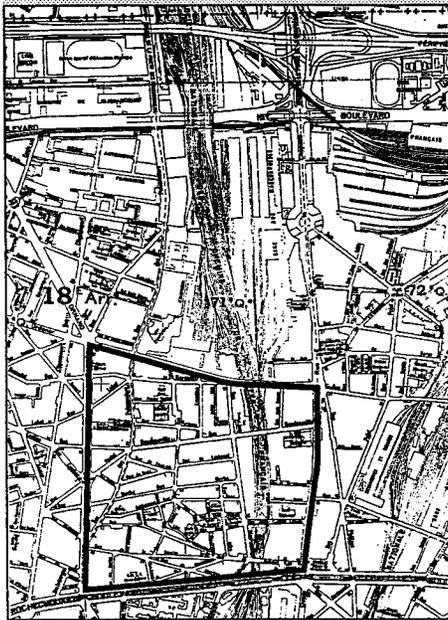
part des allocataires R.M.I de la Goutte d'Or dans le 18ème

4.02 : Les demandes d'aides financières instruites par la DASES

Chiffres de la DASES • année 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

1294 demandes d'aides financières instruites par la DASES.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

Les demandes d'aides financières

Dans des situations de grande précarité, le Service Social Polyvalent de la DASES peut instruire et transmettre à différents organismes disposant de fonds des demandes d'aides financières.

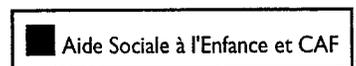
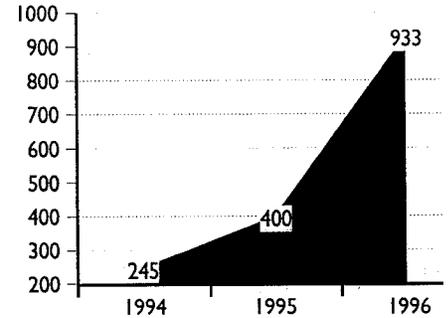
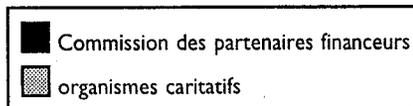
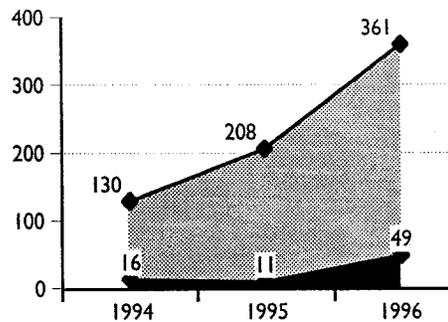
les financeurs

- la CAF et l'Aide Sociale à l'Enfance traitent des demandes relatives aux familles avec enfants.
- la Commission des partenaires financiers (ASE, Assedic, Sécurité Sociale, CAF, CAS, organismes caritatifs...) se réunit une fois par mois en majorité pour les cas de dettes de loyer ou d'électricité (familles & isolés).
- les organismes caritatifs traitent les demandes pour les isolés et plus largement en complément pour des ménages, avec ou sans enfant.

un indicateur en transition

1996 est une année de transition dans la resectorisation sociale du 18ème. Le Service Social Polyvalent s'est mis à instruire des demandes dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance, mission jusqu'alors principalement dévolue au C.A.S.

L'ÉVOLUTION DES DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES



évolution 94-96 des demandes d'aides financières

Compte-tenu des modifications relatives au montage des dossiers d'Aide Sociale à l'Enfance (voir chiffre, mode d'emploi), l'évolution du nombre de dossiers traités n'est pas significative.

L'augmentation des autres types de demandes d'aides peut traduire le développement de situations d'urgence pour certaines familles.

4.03 : Nombre de dossiers FSL présentés

Chiffres de la DASES • année 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **66** dossiers de F.S.L. "accès dans les lieux" présentés.

■ **41** dossiers de F.S.L. "maintien dans les lieux" présentés, dont **21** "demandés" par un organisme.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ Le FSL "accès dans les lieux"

Le Fonds de Solidarité au Logement "accès dans les lieux" est une aide accordée pour garantir de bonnes conditions d'installation dans un logement (aide à la caution ou à l'équipement)

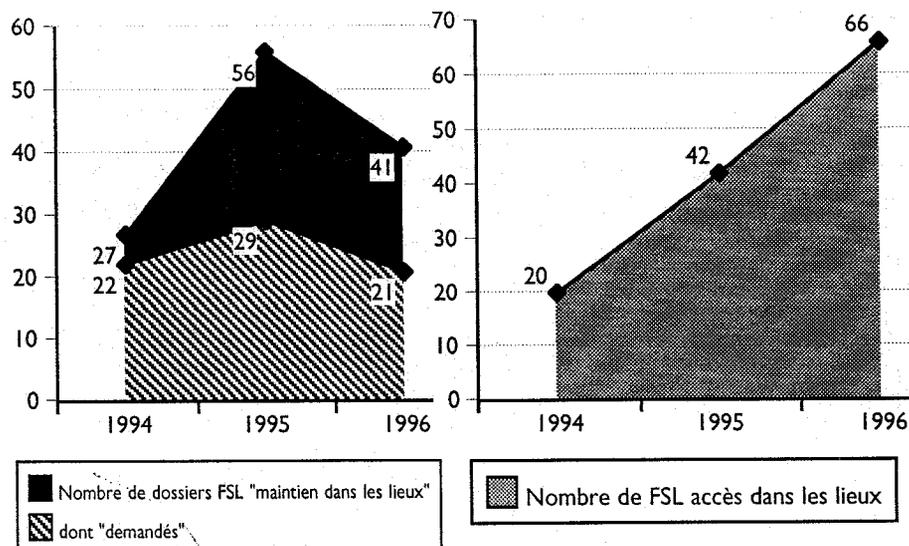
■ Le FSL "maintien" dans les lieux

Le FSL "maintien dans les lieux" permet à des familles d'éponger des dettes de loyer et donc d'éviter l'expulsion (FSL-maintien dans les lieux). C'est le SSP qui instruit les demandes de FSL.

■ Les limites

L'accès au FSL dépend d'un certain nombre de critères. Le chiffre ne prend pas en compte les dossiers non présentés par le SSP parce que ne répondant pas aux critères.

L'ÉVOLUTION DES DOSSIERS FSL PRÉSENTÉS



évolution 94-96 du nombre de dossiers FSL présentés

Trois raisons peuvent expliquer la baisse du nombre de dossiers FSL "maintien dans les lieux" présentés :

- l'amélioration des problèmes de précarité (jugée peu probable par les travailleurs sociaux)
- les conditions de plus en plus restrictives pour accéder au FSL
- la bonne collaboration qui s'est développée entre l'OPAC et les travailleurs sociaux qui a pour

conséquence un traitement anticipé des difficultés locatives (voir chiffres 1996 de l'indicateur 4.04 sur les dettes locatives dans les immeubles de l'OPAC).

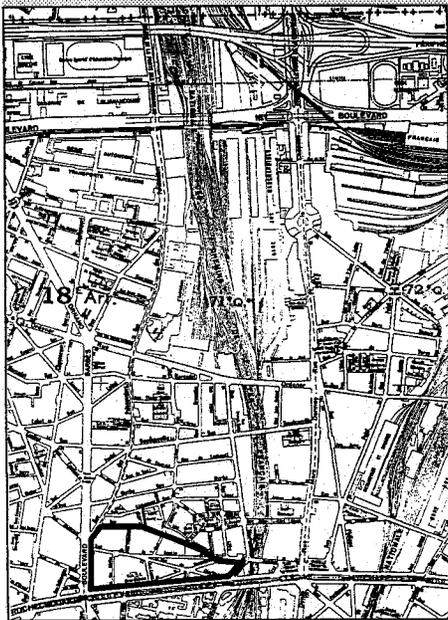
En ce qui concerne les FSL "accès dans les lieux", on peut supposer que l'augmentation correspond en partie au nombre important de livraisons d'immeubles en 1996.

4.04 : La situation locative dans les immeubles de l'OPAC

Chiffres de l'OPAC de Paris • au 31 décembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **20,2%** des 600 locataires de l'OPAC présentent une dette locative (12,7% une dette supérieure à 2 mois, 7,5% une dette inférieure à 2 mois)



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ Le chiffre

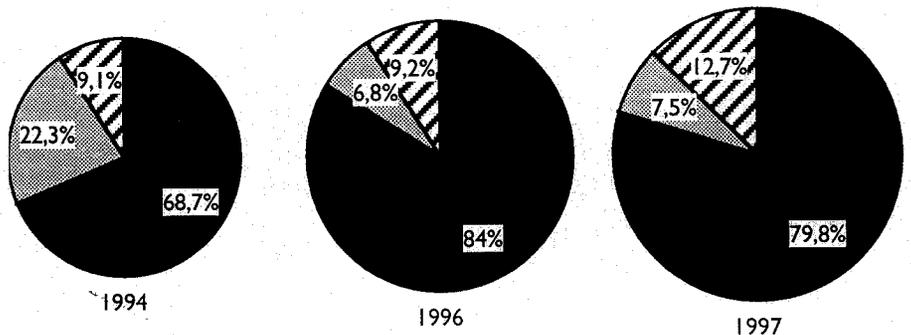
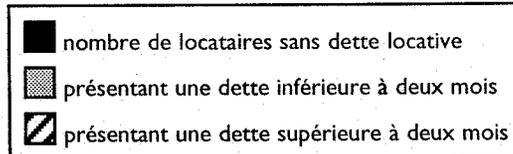
L'OPAC fournit le nombre et le pourcentage de locataires présentant une dette locative, qu'elle soit inférieure ou supérieure à deux mois. Le parc de l'OPAC concerne sur ce périmètre 547 logements (contre 386 en 1994).

■ les précautions

Ce chiffre est évidemment à prendre avec précaution.

- il ne touche qu'une petite part de l'ensemble des logements du quartier (12 857 résidences principales - taxe d'habitation 96)
- il s'agit de logements PLA (Prêt Locatif Aidé, 34,05F le m²) - qui touchent en principe des foyers au revenu modeste.
- une partie de ces dettes peut s'expliquer par la période de flottement entre l'emménagement et l'obtention de l'A.P.L.

L'ÉVOLUTION DES RELOGEMENTS



la situation locative dans les immeubles de l'OPAC ; 1994 - 1996 - 1997
(graphiques proportionnels au nombre de locataires)

Montée de l'endettement

Les locataires endettés, qui représentaient 16% de l'ensemble des locataires de l'OPAC en 1996 sont aujourd'hui 20%. Cette augmentation sensible concerne particulièrement les endettements lourds (dette supérieure à 2 mois de loyer).

Les endettements "légers" sont mieux contenus et restent très en deçà des chiffres de 1994, ce qui illustre probablement l'utilité du travail en amont fait entre le service social des antennes de gestion, les services sociaux du quartier, et les associations.

4.05 : La "qualité-payeur" des abonnés EDF de la Goutte d'Or

Chiffres d'EDF-GDF Services, agence Argonne • décembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

■ note de qualité payeur moyenne : **6,69** (6,64 en 1996)

■ **20%** des abonnés de la Goutte d'Or sont considérés comme mauvais payeurs.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

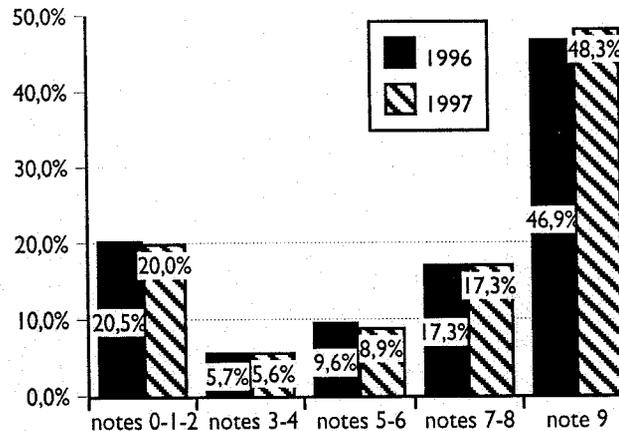
la qualité payeur

EDF-GDF attribue à chacun de ses clients une note de "qualité-payeur" de 0 à 9 correspondant à la ponctualité des paiements, aux dettes, etc. (on obtient 9 quand, sur les 3 dernières factures, on a payé l'intégralité de la somme demandée dans un délai de moins de 20 jours). Cette note peut donc servir d'"indice de précarité".
les "payeurs ponctuels" sont ceux qui obtiennent une note de 7 à 9.
les "payeurs difficiles" obtiennent une note de 0 à 2.

le biais

Le biais : ce chiffre ne mesure la situation financière des ménages que si l'on exclue la notion de bonne ou mauvaise volonté, de négligence ou d'arbitrage. On peut être riche et toujours payer ses factures in extremis. Néanmoins, c'est probablement un déterminant mineur.

L'ÉVOLUTION 97/96

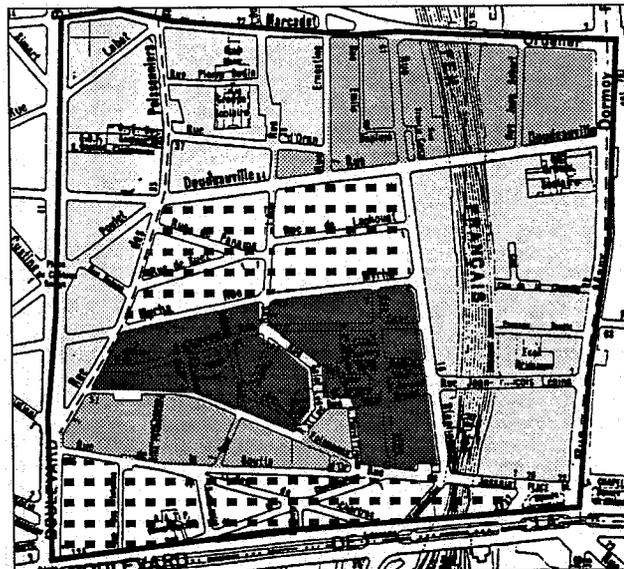


évolution 97/96 des qualités-payeurs à la Goutte d'Or

une amélioration ?

En un an, la répartition des clients du quartier par qualité payeur fait apparaître un très léger mieux. Un peu moins nombreux à être "mauvais payeurs", ils sont surtout plus nombreux à être excellents payeurs.

LES DIFFÉRENTES ZONES



la qualité-payeur à la Goutte d'Or par secteurs

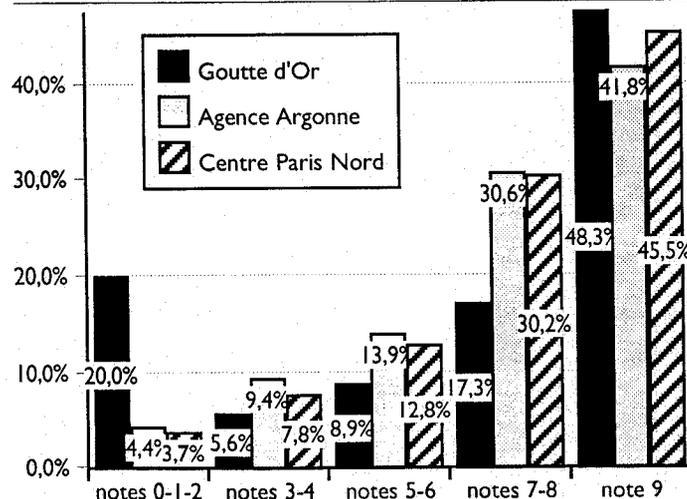
des disparités

L'analyse par zones fait apparaître des disparités importantes. Dans le sud du quartier ou au centre (Richomme-Cavé-Myrha), on compte de 22 à 25% de "mauvais payeurs", ce dernier secteur voyant de surcroît sa situation se dégrader.

Légende

- % de "mauvais payeurs" < moyenne, et en amélioration
- ▨ % de "mauvais payeurs" < moyenne, en détérioration
- ▩ % de "mauvais payeurs" > moyenne, en amélioration
- % de "mauvais payeurs" > moyenne, en détérioration

LA GOUTTE D'OR ET LE NORD DE PARIS



qualité-payeur : comparaison Goutte d'Or/Paris-Nord

spécificité

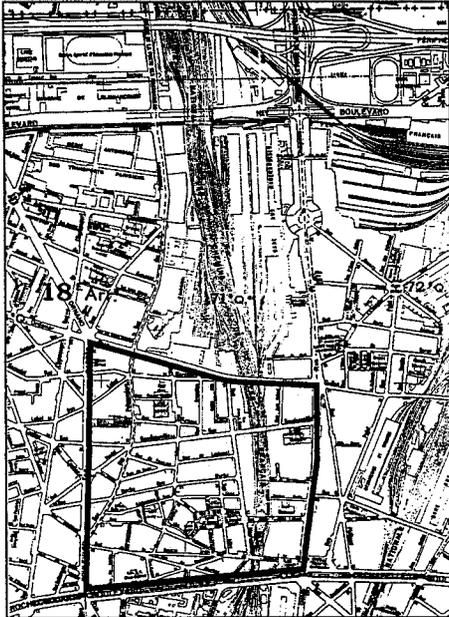
Comme l'année dernière, la Goutte d'Or se distingue par sa forte proportion de "mauvais payeurs", très supérieure aux chiffres de l'Agence Argonne et du Centre Paris-Nord.

4.06 : Les allocataires de la C.A.F. à faible quotient familial

Chiffres de la CAF • décembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **1527** allocataires de la CAF ont un quotient familial inférieur à 3201F.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ changement de périmètre

La CAF adopte à partir de cette année un périmètre identique à celui de la DASES.

■ Le quotient familial

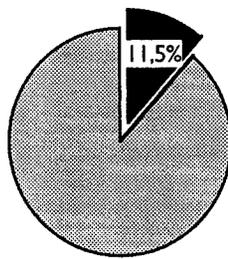
L'accès à un certain nombre d'aides, de secours et de dispositifs sociaux de la Caisse d'Allocations Familiales (bons vacances, tickets loisirs,...) se fait en fonction des revenus du ménage qui en fait la demande. Le calcul des revenus permet d'obtenir le quotient familial (1/12ème des ressources de l'année, dont les prestations familiales, moins les charges, rapporté au nombre de parts du ménage).

■ le seuil des 3200 Francs

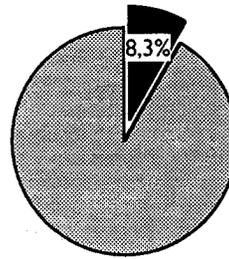
Le seuil de 3200 Francs est celui en dessous duquel ces aides et dispositifs sociaux sont accessibles. En ce sens, il constitue un indice pertinent des revenus des ménages du quartier.

Notons aussi que sans les prestations familiales, un nombre sensiblement supérieur de foyers aurait un quotient inférieur à 3200 Francs.

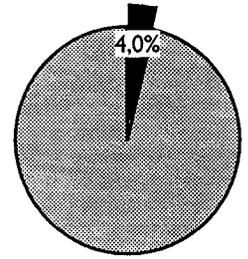
LA PART DES MÉNAGES À FAIBLE QUOTIENT FAMILIAL



Goutte d'Or



18ème



Paris

part des ménages à faible quotient : comparaison Goutte d'Or-18ème-Paris

Cet indicateur illustre bien les problèmes de précarité à la Goutte d'Or. La prudence s'impose à la lecture des graphiques ci-dessus, calculés à partir de la population des ménages au recensement de 1990 ; on s'en tiendra donc aux

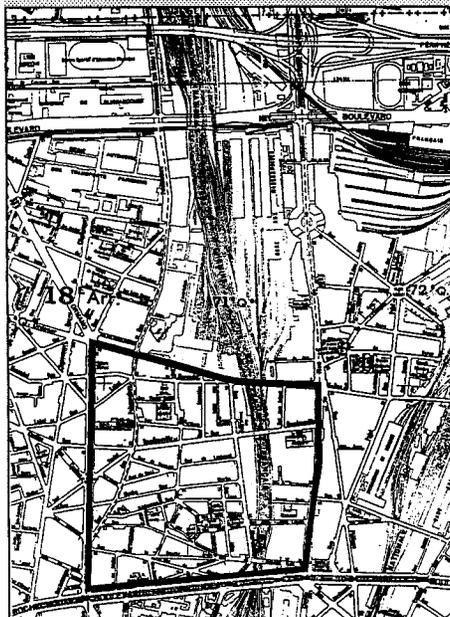
grandes tendances qui montrent bien la spécificité du quartier par rapport à l'arrondissement et à Paris. Plus de 10% des ménages ont un quotient familial inférieur à 3201 Francs.

4.07 : Les bénéficiaires d'allocations de la C.A.F.

Chiffres de la CAF • décembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

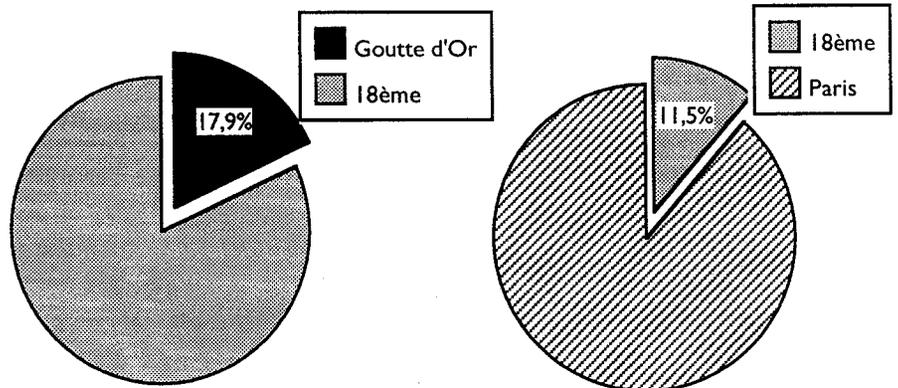
- **62** bénéficiaires de l'Allocation Parent Isolé
- **1192** bénéficiaires de l'Allocation de Rentrée Scolaire
- **3818** bénéficiaires d'allocations logement dont **943** APL



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

- **changement de périmètre**
La CAF adopte à partir de cette année un périmètre identique à celui de la DASES.
- **l'Allocation Parent Isolé**
garantit un revenu minimum à un parent qui élève seul son ou ses enfants. Cette allocation est versée en complément des autres ressources.
- **l'Allocation de Rentrée Scolaire**
est versée aux familles dont les ressources ne dépassent pas un certain plafond et qui ont des enfants scolarisés de 6 à 8 ans.
- **les Aides et Allocations logement**
recouvrent des aides pour payer le loyer ou rembourser un prêt ; elles sont attribuées en fonction du revenu, des personnes à charge ou du conventionnement du logement (pour l'A.P.L.).

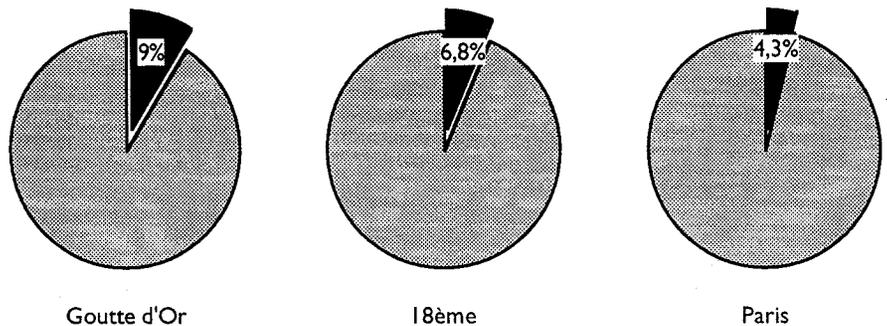
L'ALLOCATION PARENT ISOLÉ



L'A.P.I. à la Goutte d'Or, dans le 18ème et à Paris

Les bénéficiaires de l'A.P.I. à la Goutte d'Or représentent 15% des bénéficiaires de tout l'arrondissement, alors que la population de ce périmètre représente 13% de celle de l'arrondissement. La population du 18ème représente environ 9,5% de la population parisienne.

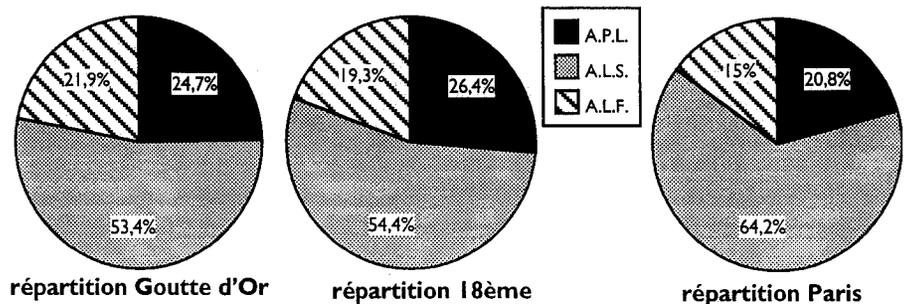
L'ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE



Part des ménages bénéficiant de l'Allocation de Rentrée Scolaire

Calculés sur la population des ménages au recensement, ces chiffres sont à prendre avec précaution. 9% des ménages de la Goutte d'Or bénéficient de l'Allocation de Rentrée Scolaire, deux fois plus qu'à Paris.

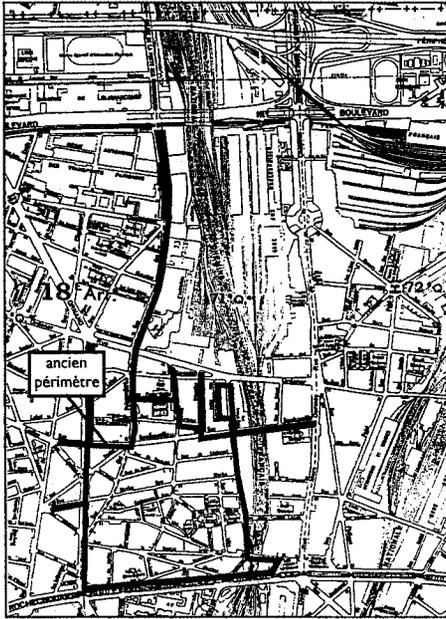
LES ALLOCATIONS LOGEMENT



Ces graphiques montrent que la part de chaque aide au logement par rapport à l'ensemble diffère selon les zones géographiques. A la Goutte d'Or, une aide au logement sur 4 est une A.P.L., aide attribuée essentiellement dans les logements sociaux ; c'est une des conséquences de l'opération de rénovation. (suite page suivante)

4.07 : Les bénéficiaires d'allocations de la C.A.F. (suite)

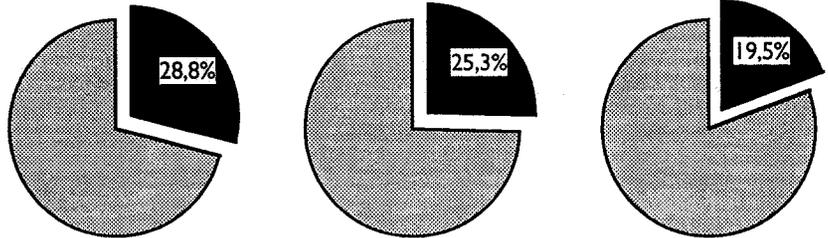
Chiffres de la CAF • décembre 1997



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ les données de l'ancien périmètre
 Pour conserver des éléments de comparaison avec les années précédentes, la requête sur l'ancien périmètre a été maintenue.

LES AIDES AU LOGEMENT



Goutte d'Or

18ème

Paris

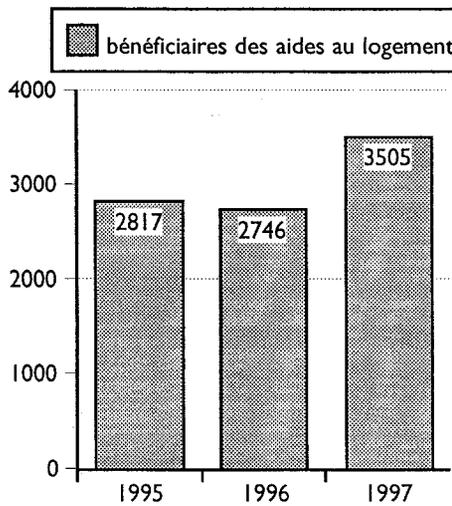
part des ménages bénéficiant d'une aide au logement

Chiffres calculés à partir de la population des ménages au recensement de 1990 ; des précautions s'imposent.

Plus d'un ménage sur quatre à la Goutte d'Or bénéficie d'une aide au logement.

Ils ne sont qu'un sur 5 à Paris. De plus, un certain nombre de familles ne peuvent bénéficier d'aides au logement en raison de l'insalubrité de leur logement.

LES CHIFFRES SUR L'ANCIEN PÉRIMÈTRE



évolution des aides au logement (ancien périmètre)

On constate sur l'ancien périmètre une augmentation sensible des aides au logement, sans qu'il soit possible d'apporter des éléments d'explication.

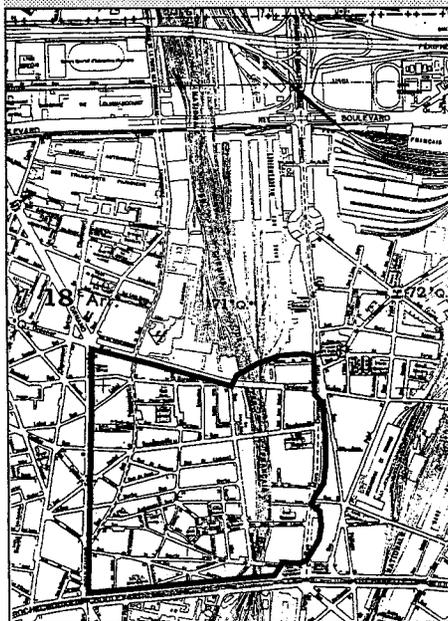
4.08 : Les réductions accordées à la cantine

Chiffres de la Caisse des Écoles • décembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **240** enfants ont obtenu le tarif à 1 franc.

■ **66,9%** des enfants qui déposent une demande de réduction pour la cantine ont un quotient inférieur à 1400 francs par mois.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

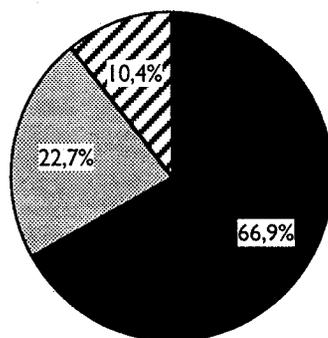
Les tarifs de cantine

Les tarifs de cantine sont modelés en fonction d'un quotient familial tenant compte du revenu de la famille (ressources de la famille moins le loyer) et du nombre d'enfants. Le tarif le plus bas (à 1F) correspond à un quotient mensuel inférieur à 700 francs. Pour disposer de données comparables avec les autres années, on n'a retenu que 3 catégories.

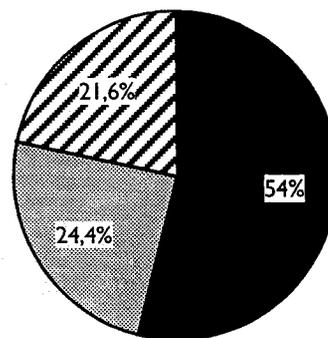
Les biais

On obtient uniquement des données sur les familles ayant déposé un dossier de demande de réduction. Il est en effet très difficile de calculer une population demi-pensionnaire de référence. Il est donc impossible de savoir si ceux qui n'ont pas déposé de dossiers ne mangent pas à la cantine, savent qu'ils sont au dessus des plafonds ou ne connaissent pas l'existence de ces réductions.

LA GOUTTE D'OR ET LE 18ÈME



Goutte d'Or



18è

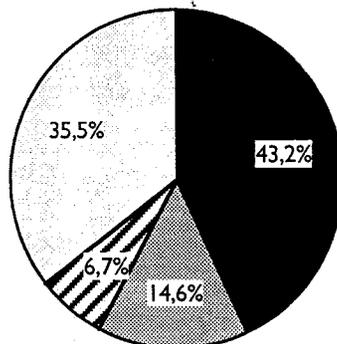
le quotient familial des familles ayant déposé un dossier de demande de réduction

A la Goutte d'Or, les deux tiers des enfants ayant déposé un dossier de demande de réduction pour la cantine ont un quotient familial inférieur

à 1400F par mois. Ils ne sont que la moitié dans le 18ème.

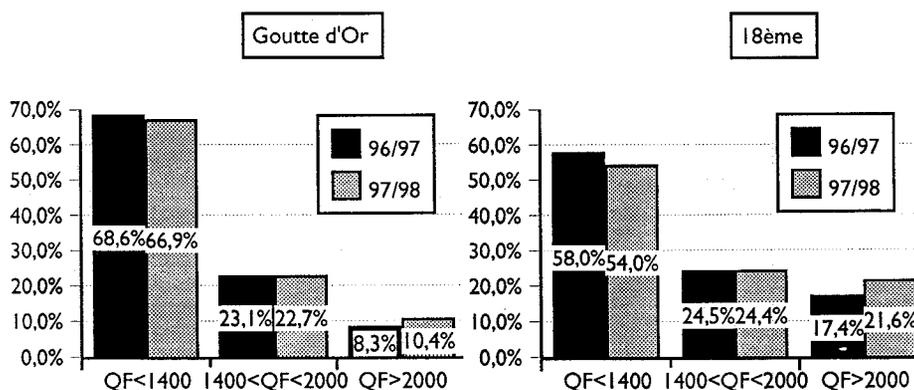
Si l'on prend la population totale scolaire en référence, on

sait que 43% au moins des enfants scolarisés à la Goutte d'Or ont un quotient inférieur à 1400F. Il y en a sûrement d'autres parmi les 35% qui ne mangent pas à la cantine ou n'ont pas déposé de dossiers. Avec le même calcul, on constate que 9% au moins des enfants scolarisés ont un quotient inférieur à 700F puisqu'ils obtiennent le tarif à 1F.



les réductions accordées rapportées à la population scolaire totale Goutte d'Or

L'ÉVOLUTION DANS LE TEMPS



le quotient familial des familles ayant déposé un dossier de demande de réduction

Parmi les enfants dont la famille a déposé un dossier de demande de réduction, on constate une augmentation de ceux dont le quotient familial est supérieur à 2000 Francs, que ce soit à la Goutte d'Or ou dans le

18ème. Il serait prématuré, compte-tenu des précautions à prendre, d'en déduire que la situation financière des familles s'améliore réellement.

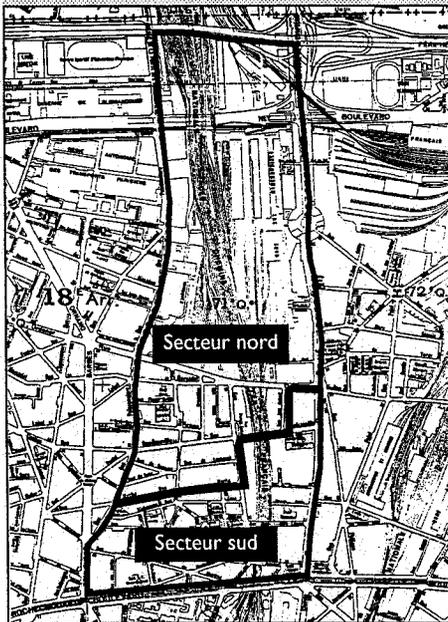
4.09 : Nombre de foyers imposables

Chiffres du Centre des Impôts de la Goutte d'Or • revenus 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **52,6%** des foyers fiscaux de la Goutte d'Or ne paient pas d'impôt sur le revenu.

■ le nombre de foyers imposables est en augmentation de **4,2%**



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ Les foyers imposables

Cet indicateur est relativement simple. Le seuil qui rend un foyer fiscal imposable dépend à la fois des revenus, mais aussi du nombre de parts. C'est un aperçu des ressources des foyers du quartier.

■ Les imprécisions

Il est bien-sûr impossible de savoir si les foyers non imposables le sont faute de revenus ou en raison d'un nombre important de personnes à charge.

■ la notion d' "évolution corrigée"

Dans le tableau, on a calculé le taux d'évolution des foyers imposables et non-imposables en redressant le taux brut. Le taux corrigé tient compte de l'évolution du nombre total de déclarations d'impôt.

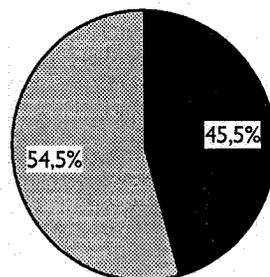
L'ÉVOLUTION 96/95

	Goutte d'Or		secteur nord		secteur sud	
	revenus 95	revenus 96	revenus 95	revenus 96	revenus 95	revenus 96
foyers imposables	7620	7954	4636	4743	2984	3191
95/96 corrigé *	+ 4,2%		+ 4,2%		+ 4,3%	
foyers non imposables	9126	8829	4843	4567	4283	4262
95/96 corrigé*	-3,5%		-4,0%		-3,0%	

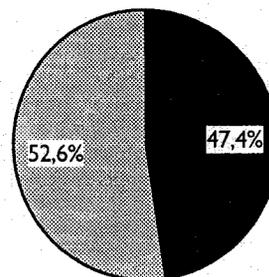
évolution 96-95 des foyers imposables et non imposables

La Goutte d'Or s'enrichit ? On peut le penser en voyant ces chiffres. 52% des foyers fiscaux n'étaient pas imposables en 1996 ; la moyenne nationale est de 51%. Les deux sous-périmètres du quartier connaissent une évolution

similaire, même si le sud reste plus "pauvre" : seuls 43% des foyers y sont imposables. Dans le nord, les foyers imposables sont désormais les plus nombreux.

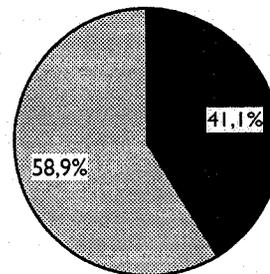


Goutte d'Or 95

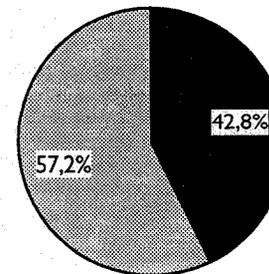


Goutte d'Or 96

Goutte d'Or : évolution 96/97

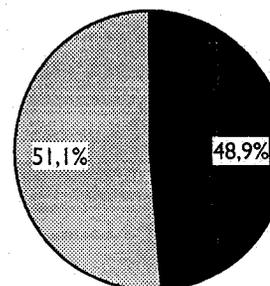


secteur sud 95

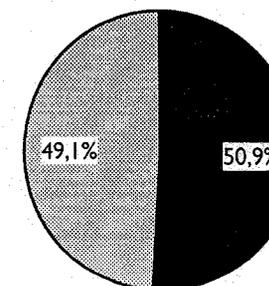


secteur sud 96

secteur sud : évolution 96/97



secteur nord 95



secteur nord 96

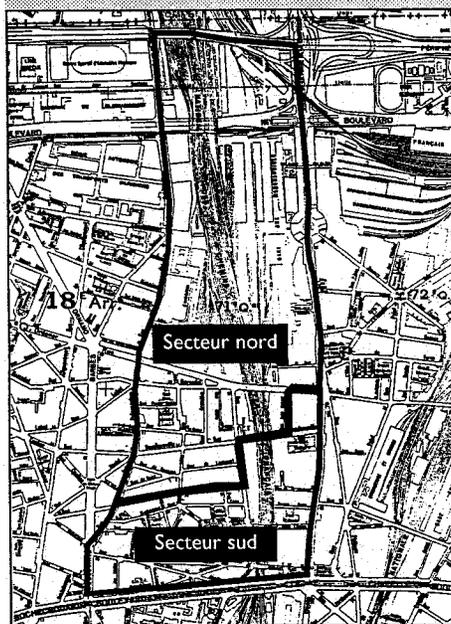
secteur nord : évolution 96/97

4.10 : Le "tissu fiscal" des habitants de la Goutte d'Or

Chiffres du Centre des Impôts de la Goutte d'Or • revenus 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

■ En un an, le revenu moyen des 10% de foyers fiscaux les plus pauvres a connu une augmentation de **15%**.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ le revenu moyen d'un décile

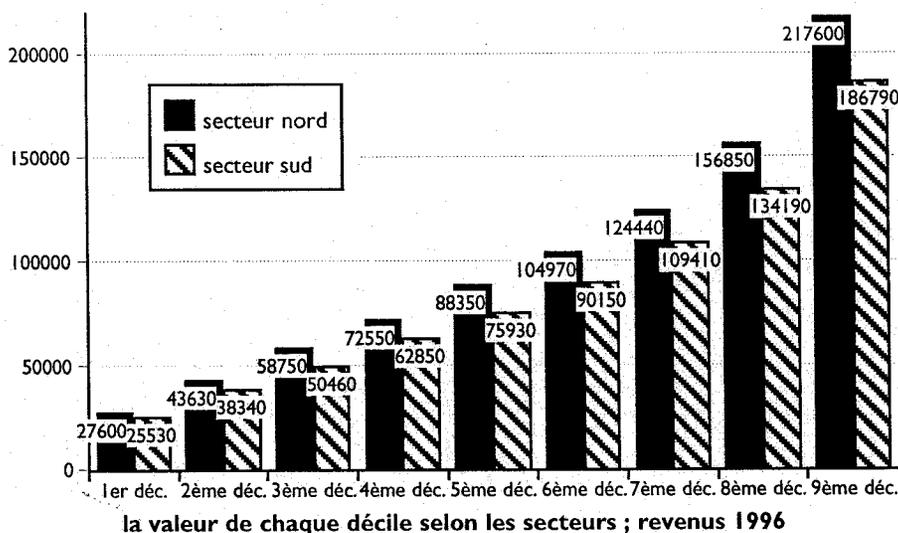
L'ensemble des déclarations d'impôts sur le revenu est partagé en 10 parties. On calcule ensuite le revenu moyen de chacun de ces déciles. Ce calcul apporte ainsi plus d'informations que le calcul d'un revenu moyen, notamment sur la structure des revenus.

Pour obtenir un chiffre global sur la Goutte d'Or, on a calculé une moyenne, pondérée selon le poids des deux secteurs.

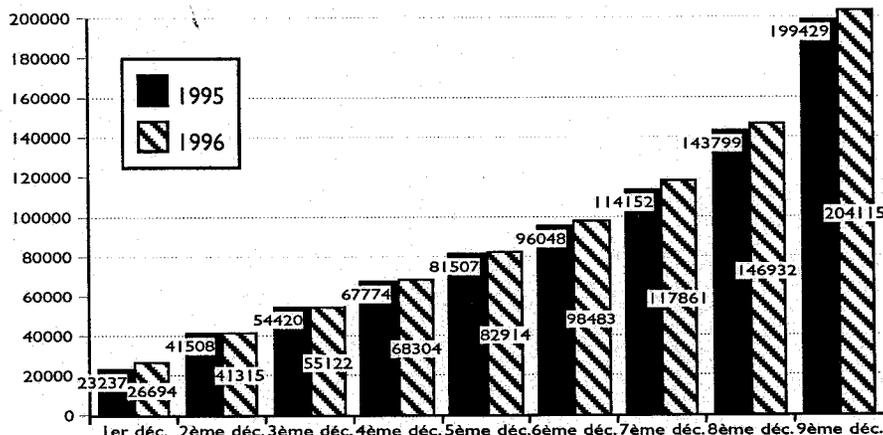
■ Les imprécisions

Pour une raison inconnue, on ne connaît pas la valeur du 10ème décile (les plus hauts revenus).

LES DIFFÉRENCES SELON LES ZONES



L'ÉVOLUTION DEPUIS 95



évolution 96/95	Goutte d'Or (moy. pondérée)	secteur nord	secteur sud
1er décile	+ 14,9%	+ 23,9%	+ 4,4%
2ème décile	-0,5%	-1,5%	+ 1,0%
3ème décile	+ 1,3%	+ 0,4%	+ 2,6%
4ème décile	+ 0,8%	+ 0,1%	+ 1,8%
5ème décile	+ 1,7%	+ 0,8%	+ 3,1%
6ème décile	+ 2,5%	+ 2,0%	+ 3,3%
7ème décile	+ 3,2%	+ 1,8%	+ 5,4%
8ème décile	+ 2,2%	+ 1,8%	+ 2,7%
9ème décile	+ 2,3%	+ 1,8%	+ 3,2%

évolution 96/95 du revenu moyen de chaque décile

Globalement, les revenus des foyers de la Goutte d'Or ont augmenté en 1996. Cette augmentation est très sensible sur les plus bas revenus. Les 10% de foyers les plus pauvres du quartier ont vu leur revenu croître de 15%, même si ce chiffre masque des disparités importantes selon les zones et peut signifier

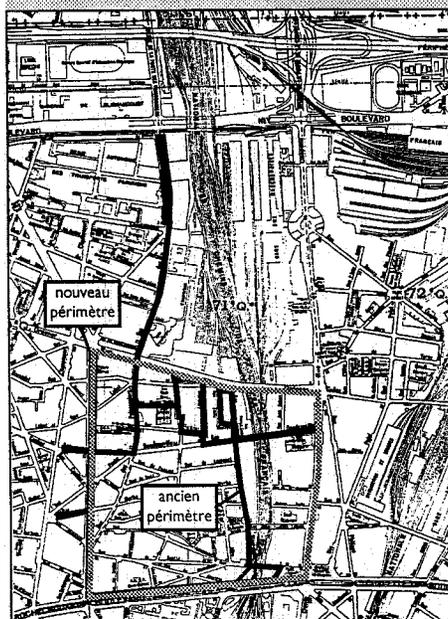
des changements de population. Pour les tranches suivantes, l'augmentation n'est guère significative puisqu'elle est en deçà ou au niveau de l'inflation. L'augmentation redevient significative à partir du 6ème décile.

5.01 : Les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé

Chiffres de la CAF • décembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **164** bénéficiaires de l'Allocation Adultes Handicapés. (1486 dans le 18ème arrondissement)



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ changement de périmètre

On garde pour la comparaison les chiffres de l'ancien périmètre

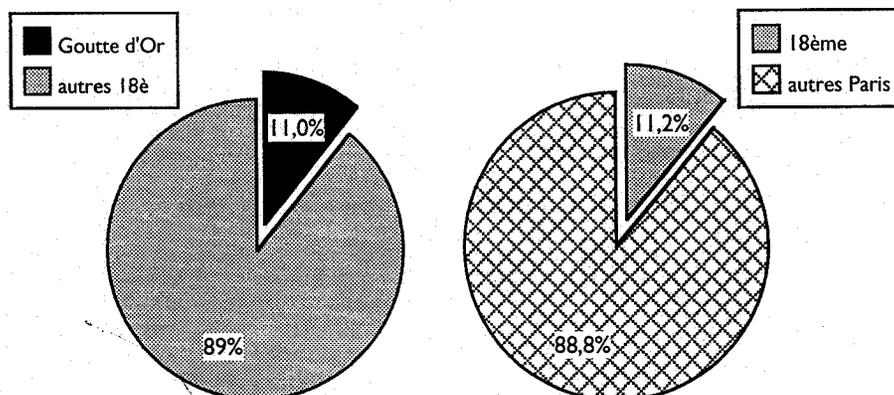
■ L'Allocation Adulte Handicapé

L'A.A.H. est une allocation versée aux adultes ne pouvant travailler en raison d'un handicap (taux d'incapacité supérieur à 50%). Cette allocation peut venir en complément ou en substitution d'autres ressources ou prestations, notamment les pensions d'invalidité ou d'accident du travail.

■ Les biais

Cette allocation étant une allocation de complément, on ne peut en déduire un nombre de personnes handicapées. De plus, l'A.A.H. n'est pas accessible à certaines populations de nationalité étrangère, cette précision étant d'importance pour un quartier comme la Goutte d'Or.

LA GOUTTE D'OR, LE 18ÈME ET PARIS

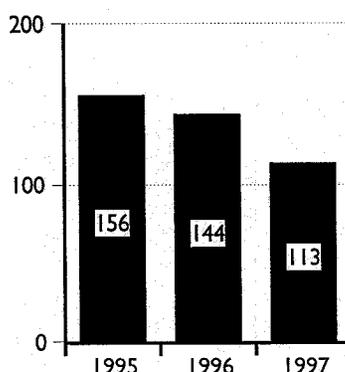


les bénéficiaires de l'AAH à la Goutte d'Or, dans le 18ème et à Paris

Les bénéficiaires de l'AAH à la Goutte d'Or représentent 11% des bénéficiaires de l'arrondissement (population Goutte d'Or = 13%

population 18ème)
La population du 18ème représente 9,5% de la population parisienne.

LES DONNÉES DE L'ANCIEN PÉRIMÈTRE



Les bénéficiaires de l'AAH à la Goutte d'Or (ancien périmètre) sont en baisse régulière depuis deux ans.

les bénéficiaires de l'AAH à la Goutte d'Or (95-97 ; ancien périmètre)

6 enfance

6.01 : Les crèches collectives municipales

Chiffres de la Mairie du XVIIIème • 30 septembre 1997

LES CHIFFRES-CLÉS

- 126 berceaux disponibles.
- 186 enfants en liste d'attente.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ les inscriptions en crèche

La Mairie du XVIIIème centralise toutes les demandes de places en crèches collectives municipales en vue de leur attribution. Le périmètre retenu comprend 3 crèches (Polonceau, Richomme et Goutte d'Or)

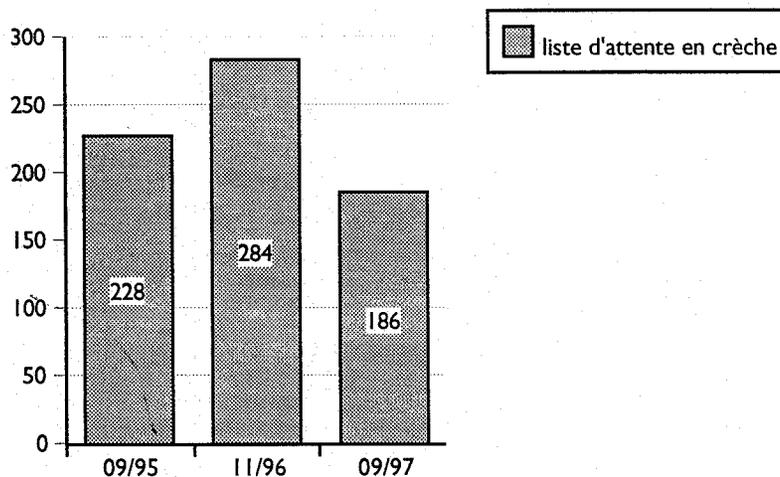
■ des changements de procédure

- la sectorisation a changé (voir carte).
- elle est surtout aujourd'hui appliquée avec souplesse.

■ d'autres biais

- ce chiffre ne concerne pas tous les autres modes de garde (crèches familiales, crèches privées, halte-garderies, assistantes maternelles..., soit au moins une centaine de berceaux en plus)
- les listes d'attente ne prennent pas en compte les enfants de familles qui ne peuvent prétendre à une place en crèche (femmes en formation par exemple).

L'ÉVOLUTION DE LA LISTE D'ATTENTE



évolution 95-97 des enfants en liste d'attente sur les 3 crèches Goutte d'Or

La diminution observée en 1997 est la conséquence du redécoupage des secteurs, mais aussi de la souplesse dans l'application de cette sectorisation.

Plusieurs enfants du quartier sont ainsi accueillis à la crèche Goutte d'Or, bien que n'étant pas dans son périmètre.

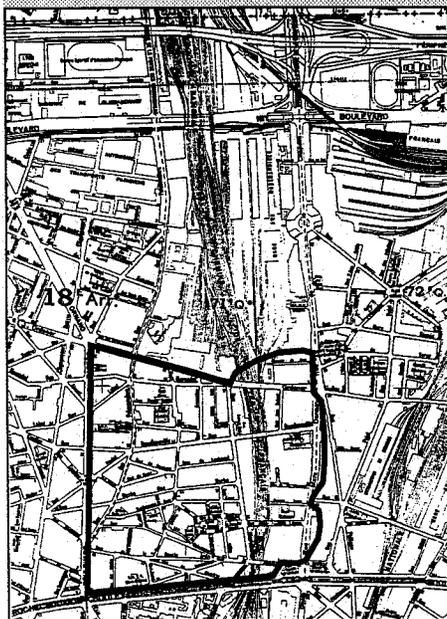
6.02 : Les listes d'attente en maternelle

Chiffres Education Nationale transmis par Mairie du XVIIIème • février 1998

LES CHIFFRES-CLÉS

aucun enfant âgé de 3 ans et plus n'est sur une liste d'attente pour l'entrée en maternelle.

311 enfants nés entre le 1er janvier et le 30 juin 1995 sont sur les listes d'attente des écoles.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

Les écoles concernées

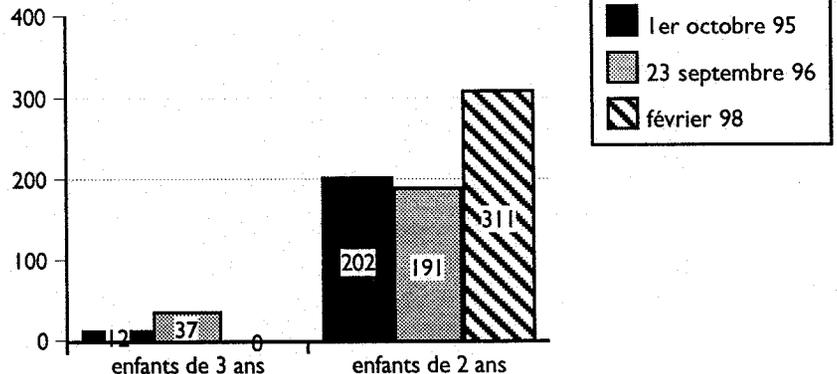
Les écoles du périmètre Goutte d'Or sont les écoles : 15, Budin - 29, Marcadet - 3, Saint-Luc - 18, Richomme - 57, Goutte d'Or - 53 bis, Marx-Dormoy.

Le périmètre ZEP 6 comprend en plus de celles-là les écoles : 56, Orsel - 11, André del Sarthe - 51, Département

Questions de date

En ce qui concerne la liste d'attente pour les enfants de deux ans, les données 97-98 sont difficilement comparables avec celles de l'année précédente dans la mesure où le chiffre a été recueilli avec un décalage de six mois. Il n'est donc guère étonnant que la liste d'attente soit sensiblement plus élevée.

L'ÉVOLUTION DES LISTES D'ATTENTE



évolution 95-97 des listes d'attente à l'entrée en maternelle

Les enfants de 3 ans accueillis

Depuis la rentrée 1997, aucun enfant âgé de trois ans et plus n'est sur une liste d'attente pour entrer dans les écoles de la Goutte d'Or ; ils étaient

encore 37 en liste d'attente en 1996. Chez les enfants de 2 ans en revanche, pas d'amélioration ; seuls deux enfants de 2 ans étaient accueillis à la rentrée dans les écoles du quartier.

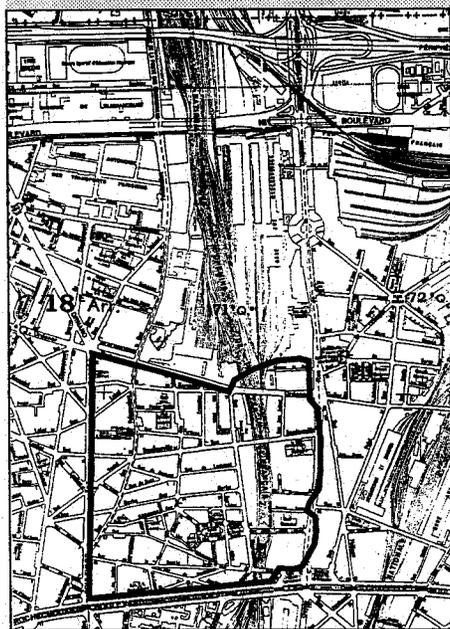
6.03 : Effectifs en maternelle et en élémentaire

Chiffres du Rectorat de Paris • année scolaire 97-98

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **1109** élèves scolarisés en maternelle, **25,2** enfants par classe.

■ **1441** élèves scolarisés en élémentaire, **22,2** enfants par classe



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

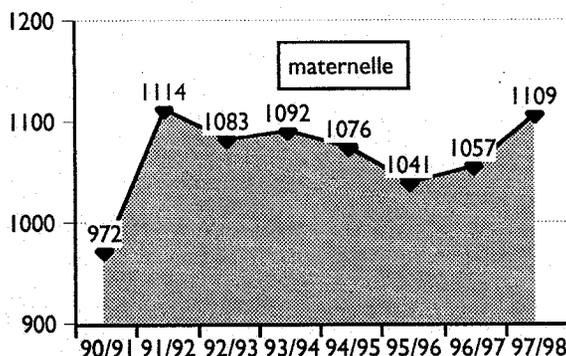
Les écoles concernées

écoles maternelles Budin, Goutte d'Or, Marcadet, Marx-Dormoy, Richomme, Saint-Luc ; écoles élémentaires Budin, Cavé, Doudeauville, Jean-François Lépine, Oran et Richomme

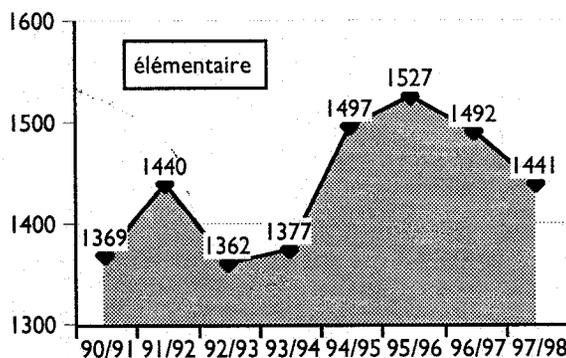
Des précautions

- en ce qui concerne les effectifs de maternelle, ces chiffres ne prennent pas en compte les listes d'attente (voir page précédente).
- une partie des enfants qui fréquentent la maternelle Marx-Dormoy n'iront pas dans une des six écoles élémentaires du quartier.
- la comparaison avec les années précédentes ne prend pas en compte d'éventuelles modifications de la carte scolaire affectant la définition du périmètre Goutte d'Or.

L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS



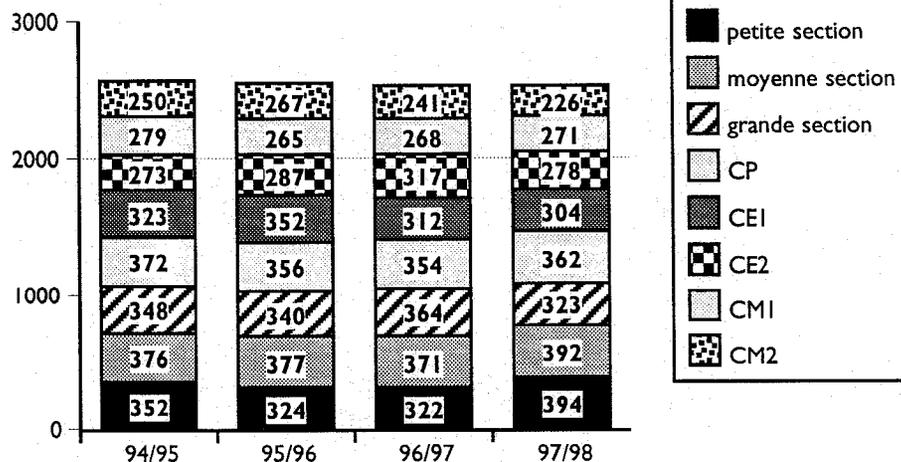
hausse en maternelle
Après plusieurs années de stagnation, voire de recul, les effectifs en maternelle sont repartis pour la deuxième année à la hausse, retrouvant leur niveau de 91/92.



baisse en élémentaire
Mouvement inverse en élémentaire où pour la deuxième année, les effectifs sont en baisse, après le pic de 95/96.

évolution 90-97 des effectifs des écoles de la Goutte d'Or

LA STRUCTURE PAR CLASSE



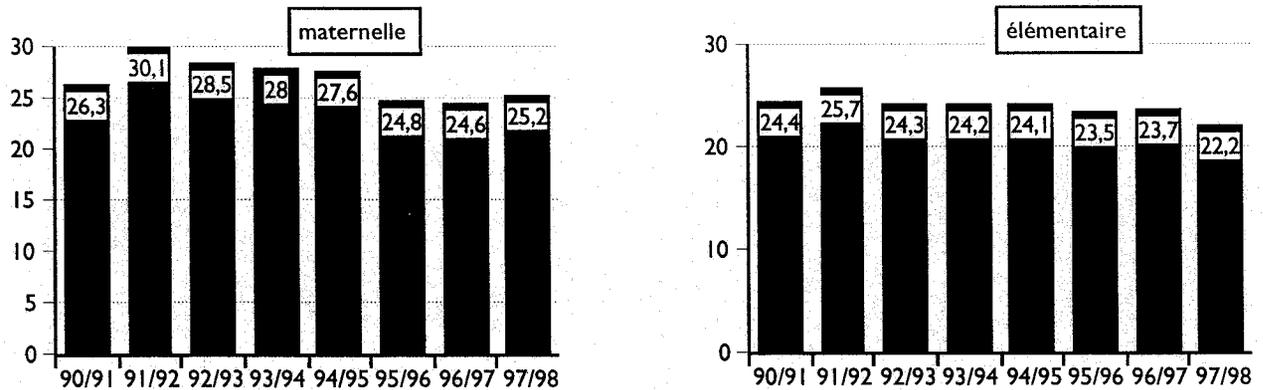
On constate une augmentation sensible des effectifs en petite et moyenne section en maternelle, ce qui pourrait laisser penser que le nombre de familles avec jeunes enfants croît dans le quartier. Au regard de l'évolution de la

structure par classe année, après année, on voit la difficulté des prévisions d'une année sur l'autre : les CP de cette année ne seront pas forcément les CE1 de l'année prochaine.

6.03 : Effectifs en maternelle et en élémentaire (suite)

Chiffres du Rectorat de Paris • année scolaire 97-98

LE NOMBRE D'ENFANTS PAR CLASSE



évolution 90-97 du nombre d'enfants par classe des écoles de la Goutte d'Or

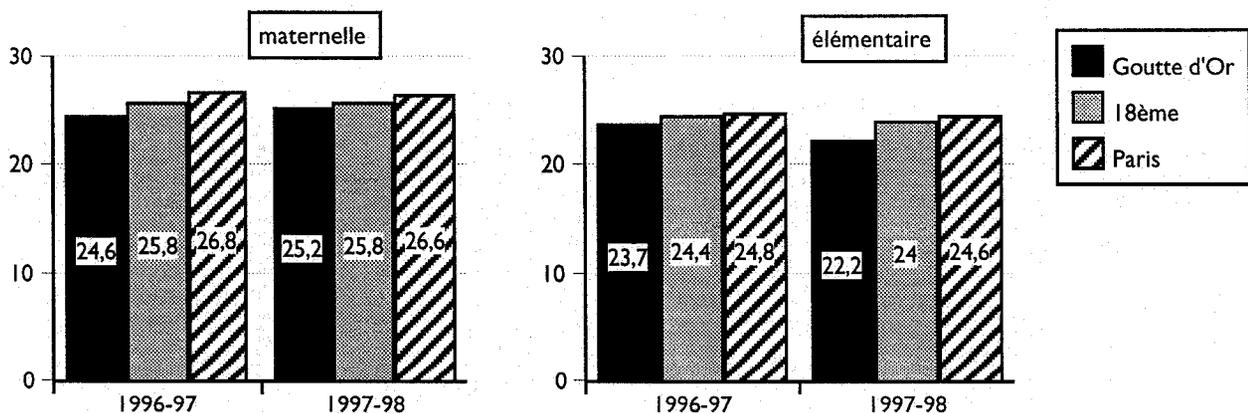
• **En maternelle**

En maternelle, on mesure les conséquences de l'augmentation des effectifs. Après 5 années de baisse, le nombre moyen d'enfants par classe remonte cette année ; il reste cependant légèrement inférieur à la moyenne du 18ème, elle même inférieure aux chiffres parisiens ; il est vrai que la Goutte d'Or est en ZEP.

• **En élémentaire**

Après une légère remontée en 96-97, le nombre moyen d'enfants par classe poursuit son mouvement de baisse, amorcé en 91/92. Les classes élémentaires comptent en moyenne 22,2 enfants. C'est un chiffre sensiblement plus bas que dans le 18ème et à Paris, plus bas également que les normes ZEP fixées à 25 élèves

par classe. On peut toutefois s'interroger sur ce que représente pour les enseignants une classe de 22 élèves à la Goutte d'Or, par rapport à d'autres quartiers de Paris.



le nombre d'enfants par classe en 96 et 97 ; comparaison G.O., 18ème, Paris

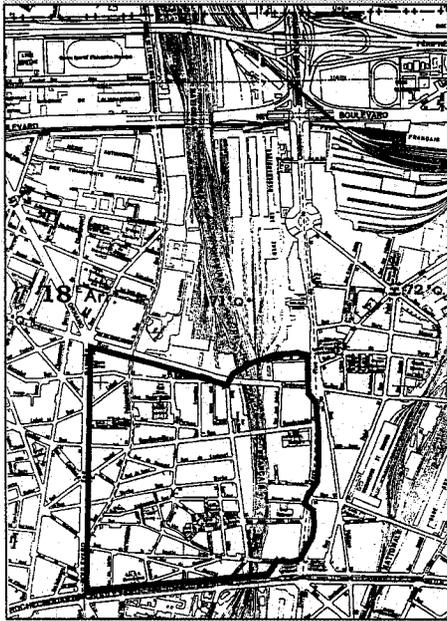
6.04 : Les demandes de dérogation à la carte scolaire

Chiffres de la Mairie du 18ème • rentrée scolaire 1997



LES CHIFFRES-CLÉS

■ **24** demandes de dérogations à la carte scolaire concernant les écoles de la Goutte d'Or, dont **17** accordées. (18 demandes en élémentaire, 6 en maternelle)



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

■ La carte scolaire

Chaque enfant est appelé à fréquenter l'école publique associée à son lieu de résidence.

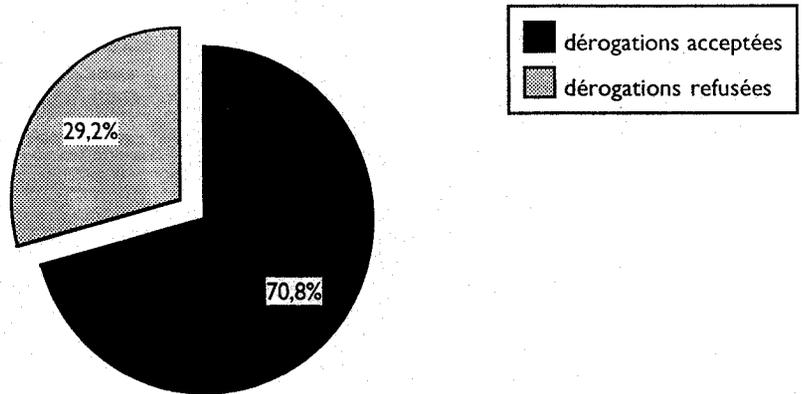
■ Les dérogations

Pour obtenir que leur enfant n'aille pas à l'école à laquelle il est en théorie affecté, les parents doivent faire une demande de dérogation à la Mairie de leur arrondissement. Ce chiffre peut être un indice de la "fuite scolaire" de certaines familles, un indicateur de "ghettoisation scolaire".

■ Attention !

- on peut faire une demande de dérogation uniquement pour des raisons pratiques (proximité du lieu de travail)
- les stratégies d'évitement des écoles du quartier trouvent d'autres moyens : déclarations d'adresse de complaisance, écoles privées...

LES DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES



les dérogations acceptées et refusées à la Goutte d'Or

Le faible nombre de demandes de dérogations ne semble pas rendre compte du processus de "ghettoisation scolaire" décrit par de nombreux

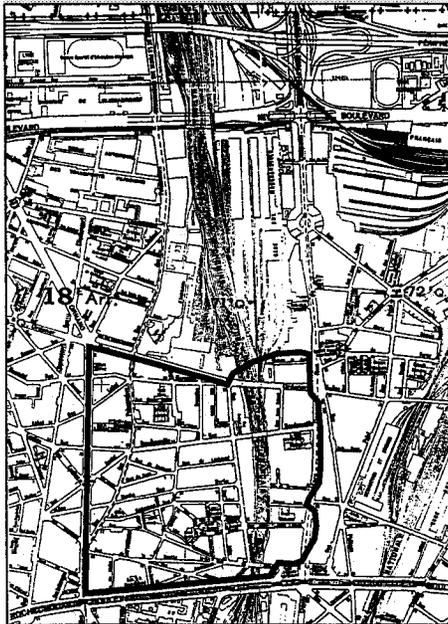
acteurs du quartier. La "fuite" d'une certaine catégorie de familles trouve probablement d'autres moyens pour se réaliser.

6.05 : Fréquentation des centres de loisirs

Chiffres de la DASCO • année 1996

LES CHIFFRES-CLÉS

■ **470** enfants accueillis par jour (en moyenne) en octobre 1996 dans les centres de loisirs de la DASCO.



CHIFFRE, MODE D'EMPLOI

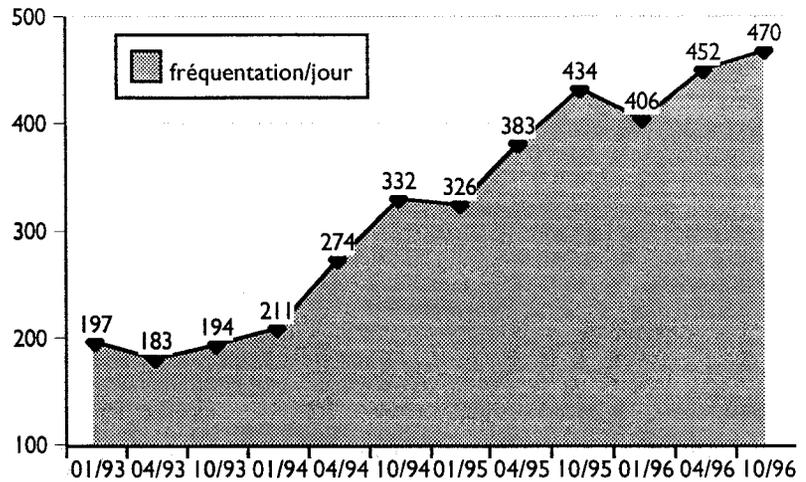
■ les centres de loisirs DASCO

Les centres de loisirs de la Direction des Affaires Scolaires (Ville de Paris) sont ouverts tous les mercredis et pendant les vacances scolaires dans quatre écoles maternelles et quatre écoles élémentaires. La DASCO relève trois fois par an le nombre moyen d'enfants par jour d'ouverture, pendant un mois.

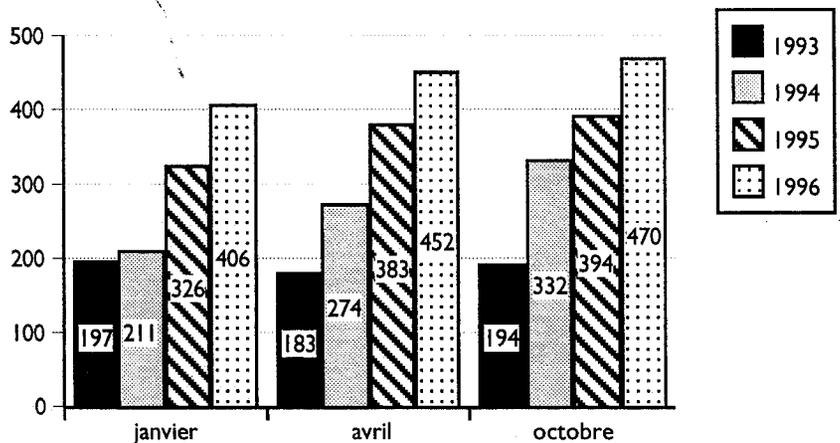
■ les biais

- Un indice de fréquentation n'est pas forcément indicateur d'une situation sociale. Il est difficile d'interpréter un chiffre qui témoigne plus des objectifs et moyens de la structure.
- Naturellement, seuls les objectifs quantitatifs peuvent être mesurés par ce chiffre, ce qui est un peu réducteur.

L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION



La fréquentation des centres de loisirs DASCO : évolution 93-96



La fréquentation des centres de loisirs DASCO : comparaison 93-96

Les centres de loisirs de la DASCO retrouve pas dans tous les quartiers du 18ème arrondissement. continuent d'accueillir un nombre grandissant d'enfants, évolution qu'on ne

Les enseignements du Tableau de Bord

Cette année encore, il ne faudra pas compter sur le Tableau de bord pour tirer des conclusions incontestables ni pour augurer de mutations profondes. Il contient pourtant son comptant d'interrogations passionnantes et d'hypothèses à vérifier.

le quartier poursuit sa rénovation

Comme en 1995, 1996 aura été à la Goutte d'Or une année de dynamisme démographique, avec plus de 450 naissances. Cette vitalité démographique n'est pourtant pas le signe d'un accroissement de la population des ménages, qui connaît même une légère baisse entre 1995 et 1996, selon les impôts, et une stabilité quasi parfaite entre 1996 et 1997 si l'on en croit les indications données par les chiffres d'EDF-GDF. Cette stabilité des volumes peut toutefois cacher des flux de population importants que ce Tableau de Bord a bien du mal à mesurer en dehors de la Zone de rénovation : en 1997 et sur ce périmètre, 36 foyers ont quitté leur vieux logement pour emménager dans un des 39 appartements livrés dans le cadre de l'opération. Ailleurs, les mouvements sont plus incertains.

La Goutte d'Or poursuit donc peu à peu son processus de modernisation de l'habitat ; près de 600 logements neufs y ont été construits depuis 10 ans tandis que bien des immeubles anciens bénéficient de travaux dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat. Il n'en reste pas moins que de nombreuses parcelles demeurent insalubres : 1997 est l'année où ont été lancées les procédures d'intervention publique sur Château-Rouge et sur l'îlot Emile Duployé. Ajoutons à cela l'atonie du marché de l'immobilier parisien et l'on comprendra que les loyers dans le quartier comptent toujours parmi les moins chers de la capitale.

Peu à peu, les équipements publics du quartier s'adaptent aux mutations initiées notamment par ces opérations de requalification. En 1997, les listes d'attente en crèche ont baissé, même si elles restent à un niveau important. Dans les écoles, tous les enfants de 3 ans sont désormais accueillis en maternelle ; c'est un soulagement même si les enfants de 2 ans n'ont pas encore cette possibilité. En élémentaire, le nombre d'enfants par classe décroît régulièrement depuis 6 ans.

la Goutte d'Or irait-elle mieux ?

Cette lente amélioration de l'habitat aurait-elle des conséquences sur les autres aspects de la vie dans le quartier ? Pour la première fois cette année, des éléments peuvent permettre de l'espérer, même si la plus grande prudence s'impose.

Du côté de l'emploi d'abord, on ne peut que constater l'embellie. Certes, selon les périmètres, c'est entre 18 et 20% de la population active qui est au chômage, soit un taux bien supérieur à la moyenne nationale ou parisienne. Bien sûr, ces taux ne prennent pas en compte la précarité de l'emploi, mais le nombre de demandeurs d'emploi a tout de même baissé de 10% en un an. Mieux, si les chiffres 97 montrent un véritable enracinement dans le chômage - indicateur bien inquiétant - ils

montrent également que le nombre de nouvelles inscriptions est en forte décline, ce qui est peut-être le signe d'une reprise de l'emploi. Même le tissu économique local semble bénéficier d'une certaine reprise : la Goutte d'Or compte en 1996 plus de sociétés, de commerçants et de professions libérales que l'année précédente, ce qui ne peut qu'avoir des retombées positives pour le quartier.

Les indicateurs de ressources semblent montrer eux aussi, une légère amélioration. La qualité-payeur des abonnés EDF de la Goutte d'Or est en hausse - limitée, il est vrai - , le quotient familial des enfants des écoles de la Goutte d'Or s'élève et surtout le revenu moyen des ménages les plus démunis du quartier connaît une hausse sensible entre 1995 et 1996 : + 15%. Autant de signes qui restent discrets et demandent confirmation, mais qui peuvent laisser augurer d'un mieux.

Et pourtant, les ménages au RMI, les aides financières, comme l'endettement locatif dans les immeubles de l'OPAC sont en augmentation. Cette contradiction n'est peut-être qu'apparente. On peut supposer que les situations de précarité deviennent plus aiguës alors même que la situation générale du quartier tend vers l'amélioration.

15% des ménages en difficulté ?

Car ce Tableau de Bord rappelle, s'il en était encore besoin la profonde hétérogénéité du quartier. La Goutte d'Or connaît de profondes difficultés ? Assurément, mais près de 50% des ménages payent l'impôt sur le revenu, le même chiffre qu'en France métropolitaine. La Goutte d'Or est un des quartiers parisiens qui compte le plus de ménages au RMI, mais il est toujours utile de rappeler que 85% des ménages du quartier ne le touchent pas et que près de 80% de la population active dispose d'un emploi. Ces évidences n'atténuent pas le caractère dramatique de certaines situations, mais permettent de saisir la banalité invisible et pourtant rassurante d'un quartier où la majorité des adultes quittent leur domicile le matin pour aller travailler et n'y reviennent que le soir. C'est ce tranquille non-événement qui permet à la Goutte d'Or de ne pas être le ghetto que certains voient en lui.

L'examen des différents chiffres fait ainsi apparaître que ce sont en réalité entre 10 et 20% des foyers qui vivent une situation d'exclusion, de quelque nature qu'elle soit.

Les timides raisons d'espérer nées de la lecture du Tableau de Bord demandent toutefois à être confirmées. Ce sera la grande question posée à la quatrième édition.

Index des abréviations citées

- **A.A.H.** : Allocation Adulte Handicapé
- **A.P.UR.** : Atelier Parisien d'Urbanisme
- **C.A.F.** : Caisse d'Allocations Familiales
- **C.A.S.** : Centre d'Action Sociale
- **C.I.O.** : Centre d'Information et d'Orientation
- **D.A.SCO.** : Direction des Affaires Scolaires (Mairie de Paris)
- **D.A.S.E.S.** :
Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé (Mairie de Paris-)
- **D.S.U.** : Développement Social Urbain
- **F.S.L.** : Fonds de Solidarité au Logement
- **O.L.A.P.** : Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne
- **O.P.A.C.** :
Office Public d'Aménagement et de Construction de la Ville de Paris
- **O.P.A.H.** : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
- **S.E.M.A.V.I.P.** :
Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Ville de Paris
- **S.S.P.** : Service Social Polyvalent (DASES)
- **Z.U.S.** : Zone Urbaine Sensible ; périmètre d'intervention de la politique de la Ville

les artisans du Tableau de Bord

Composition du groupe de travail “Tableau de Bord” :

- Pour la **DASES**, Monsieur Robert Poinard, Chargé de Mission auprès du Directeur, Responsable du Service des études, des recherches et de la documentation.
- Pour la **DASES**, Madame Françoise Proszowski, Déléguée à la Coordination des Services sociaux du 18ème arrondissement, Service Social Polyvalent.
- Pour la **Préfecture de Paris**, Monsieur Omarjee, Adjoint au Chargé de mission auprès du Préfet , Mission Politique de la Ville, puis Madame Sonia Mougenot, du pôle études, aménagement et quartiers vulnérables
- Pour l'**APUR**, Monsieur Marc Esponda.
- Pour l'association **URACA**, Madame Agnès Giannotti.
- De l' **Université de Rouen**, Département de Sociologie, Monsieur Yankel Fijalkow.
- Pour la **Salle Saint-Bruno**, Monsieur Pierre-Marie Lasbleis, Coordinateur de l'Observatoire de la Vie Sociale.

les correspondants du Tableau de Bord

■ Les chiffres contenus dans ce document proviennent des organismes suivants :

- Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), Agence La Chapelle
- Caisse d'Allocations Familiales (CAF)
- Caisse des Ecoles du 18ème arrondissement
- Centre des Impôts du 18ème arrondissement
- Direction des Affaires SCOLAIRES (DASCO, Mairie de Paris)
- Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé (DASES),
Service Social Polyvalent (Mairie de Paris)
- EDF-GDF Services
- Mairie du XVIIIème arrondissement
- Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne (OLAP)
- Office Public d'Aménagement et de Construction de la Ville de Paris (OPAC)
- Pacte de Paris

Qu'ils soient remerciés pour leur précieux concours.

Sont aussi cités ici des chiffres déjà publiés provenant de :

- l'INSEE (traités par l'APUR)

prix : 50 Francs

ISBN 2-911611-02-0

Un document édité par : Association "Salle Saint-Bruno" (S.S.B.)

impression-reproduction : S.S.B. - 9, rue Saint-Bruno - 75018 Paris

couverture : Imprimerie coopérative IDG - 4 bis, rue d'Oran - 75018 Paris, mai 1998.

Dépôt légal : mai 1998